

Rapport annuel
2004

Objectifs du Millénaire pour le développement

Tous les États Membres des Nations Unies se sont engagés à assurer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015. Les OMD et les accords issus de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et de la CIPD+5 sont étroitement liés et se renforcent mutuellement.

1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim :

Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et qui souffre de la faim;

2. Assurer l'éducation primaire pour tous :

Donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires;

3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :

Éliminer la disparité entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire;

4. Réduire la mortalité des enfants :

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans;

5. Améliorer la santé maternelle :

Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle;

6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies :

Stopper la propagation du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies et commencer à inverser la tendance actuelle;

7. Assurer un environnement durable :

Intégrer le principe du développement durable dans les politiques et les programmes nationaux, réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable et améliorer la vie des habitants de taudis;

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement :

Lutter contre la pauvreté, promouvoir la bonne gouvernance ainsi qu'un système commercial et financier libre, répondre aux besoins des pays les moins avancés et sans littoral ainsi que des petits États insulaires en développement, traiter le problème de la dette, l'emploi des jeunes, les médicaments de première nécessité, et les nouvelles technologies pour tous.

Avant-propos

L'année 2004 a été celle du 10e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) du Caire, conférence historique qui a produit un plan d'action visionnaire. Celui-ci, des plus complets, relie l'atténuation de la pauvreté à l'autonomisation des femmes, à l'égalité entre les sexes et à l'accès universel aux services de santé en matière de reproduction; il explicite les rapports qui existent entre les questions de population, la croissance économique soutenue et le développement durable. Les objectifs ambitieux auxquels il vise, notamment l'accès universel aux services de santé en matière de reproduction d'ici 2015, sont d'une importance cruciale pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par les gouvernements du monde entier, pour réaliser l'agenda ainsi défini et pour améliorer les conditions de vie de tous les habitants de notre planète au XXIe siècle.



En 2004, à l'occasion du 10e anniversaire de la CIPD, des pays de toutes les régions du monde ont réitéré leur attachement au consensus de la Conférence et réaffirmé leur partenariat avec l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population. Il est clair qu'en l'espace de 10 ans, les pays ont accompli de réels progrès conformément aux promesses faites au Caire. Mais il est tout aussi clair qu'ils doivent accélérer la cadence et accroître l'ampleur de leurs interventions. Il reste beaucoup à faire pour réduire les grossesses non désirées, prévenir les décès maternels, lutter contre le VIH/sida et répondre aux besoins des jeunes et des pauvres, notamment ceux des femmes, des jeunes filles et des fillettes les plus pauvres.

Chaque année, le rapport de l'UNFPA fait un tour d'horizon des grands problèmes qui affectent les femmes, les jeunes et les familles du monde entier ainsi que des résultats obtenus avec le concours du Fonds et des améliorations apportées à leurs conditions de vie. Il se situe, pour 2004, à la mi-parcours de la mise en œuvre d'un plan établi sur deux décennies qui continuera de fournir des orientations des plus utiles aux gouvernements, à l'UNFPA et à leurs partenaires.

Kofi A. Annan

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Table des matières

- ii Objectifs du Millénaire pour le développement
- iii Avant-propos
Kofi A. Annan, Secrétaire général des Nations Unies
- 1 Aperçu général
Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive de l'UNFPA
- 2 Amélioration de la santé en matière de reproduction : réduction des risques de la maternité
- 8 Face à la crise du VIH/sida
- 12 Aide dans les situations d'urgence
- 16 Pauvreté, population et développement
- 20 Renforcement de l'appui
- 24 Ressources et gestion

Tableaux et diagrammes

- 26 Assistance de l'UNFPA par agent d'exécution
- 26 Assistance de l'UNFPA par domaine de programme
- 27 Dépenses de l'UNFPA par groupe de pays
- 27 Revenus et dépenses de l'UNFPA en 2004
- 28 Les 20 principaux donateurs de l'UNFPA en 2004
- 28 Assistance de l'UNFPA par région géographique
- 28 Dépenses de l'UNFPA pour 2003 et 2004 par région géographique
- 29 Annonces de contributions et paiements effectués en 2004
- 30 Dépenses effectuées au titre des projets en 2004

Photos

Couverture : © Steve McCurry. Magnum Photos
Femme de Bamako (Mali)

Avant-propos : © Sergey Bermeniev/Nations Unies
Kofi A. Annan, Secrétaire général des Nations Unies

Aperçu général : © Eskinder Debebe/Nations Unies
Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive de l'UNFPA

Amélioration de la santé en matière de reproduction :
réduction des risques de la maternité : © Johnette Iris Stubbs
Mère et enfant en Thaïlande

Face à la crise du VIH/sida : © Ellen Campbell-Krijgh
Grand-mère au Zimbabwe avec 13 des 15 orphelins du sida
dont elle a la charge

Aide dans les situations d'urgence : © Don Hinrichsen
Jeune garçon du Nicaragua, l'un des plus de 40 pays auxquels
l'UNFPA a fourni une aide d'urgence en 2004

Pauvreté, population et développement : © Nations Unies
Garçons faisant sécher des morceaux de contreplaqué à
Calcutta (Inde)

Renforcement de l'appui : © Anne Saint Pierre
Une exposition de photos de Fazal Sheikh, photographe de
grand renom, organisée sous le parrainage de l'UNFPA, illustre
le sort des réfugiés au Soudan, en Somalie et en Afghanistan.
L'exposition a eu lieu en octobre et novembre 2004 au siège
des Nations Unies à New York, à l'occasion du 10e anniversaire
de la CIPD.



Fonds des Nations Unies pour la population
Division de l'information, du Conseil d'administration
et de la mobilisation des ressources
220 East 42nd Street, 23rd floor
New York, NY 10017 - E.-U.A.
Tél. : +1 (212) 297-5020
www.unfpa.org

Aperçu général

Réaffirmation. Renouveau. Revitalisation. Ces notions caractérisent bien l'esprit de 2004, où l'UNFPA et ses partenaires de toutes les régions du monde ont célébré 10 ans de progrès réalisés depuis la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). C'est en 1994, en effet, que 179 pays se sont réunis au Caire et ont convenu d'un plan d'action hardi pour réduire la pauvreté, assurer le respect des droits des femmes, notamment du droit à la santé en matière de reproduction, et d'intégrer les questions de population dans les plans et politiques de développement. Pour marquer ce 10e anniversaire, des dirigeants du secteur gouvernemental et de la société civile ont émis des déclarations dans lesquelles ils faisaient vœu d'agir conformément à leurs promesses.

Depuis le Caire, nous avons assisté à un élargissement des options dont disposent des millions de gens. En l'espace de 10 brèves années, dans le monde en développement, le pourcentage des ménages qui peuvent choisir et utiliser des moyens de contraception est passé de 55 % à 60 %. Le taux de mortalité infantile est tombé de 71 à 61 pour 1 000 naissances. Et l'espérance de vie dans le monde en développement est passée de 61 à 63 ans. Des femmes et des hommes se sont élevés toujours plus nombreux contre la coupure génitale féminine, le viol, la violence sexiste et les autres violations des droits de la personne.

Les résultats d'une enquête mondiale publiés par l'UNFPA en 2004 ont confirmé les progrès de la réalisation des objectifs de la CIPD et mis en évidence divers domaines d'action. Ils informeront les travaux du Fonds au cours de la décennie à venir. Le grand défi consiste à présent à s'assurer de la volonté politique et des financements requis en vue de la réalisation des objectifs de la CIPD et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui se renforcent mutuellement. En 2004, l'accroissement de la confiance en l'UNFPA s'est manifestée par l'augmentation du nombre de pays donateurs, qui de 149 en 2003 est passé à 166, ainsi que de celui des pays en développement qui contribuent au Fonds. Pour la première fois depuis l'établissement du Fonds en 1969, le total des contributions, ordinaires et autres, a dépassé 500 millions de dollars.

En 2004, l'UNFPA a continué de renforcer et d'améliorer ses programmes, ses activités de plaidoyer et son dialogue de politique. Des consultations de haut niveau tenues à New York ont resserré les liens entre la prévention de l'infection par le VIH et la santé en matière de sexualité et de reproduction. Au siège de l'UNFPA, un nouveau programme consultatif pour les jeunes élargit les possibilités de participation de ceux-ci. L'attachement du Fonds à une programmation dans le domaine des droits de l'homme sensible à la diversité culturelle a continué de se manifester par des ateliers et des publications. Le leadership de la société civile a été renforcé lors d'une table ronde mondiale tenue à Londres et le compte à rebours pour 2015 est resté au centre des activités de partenariat. Lors d'une réunion à Strasbourg, les parlementaires ont réaffirmé leur volonté de mettre en œuvre l'agenda du Caire et les mesures correspondantes dans les domaines de la population et de la santé en matière de reproduction.

L'UNFPA a aussi continué d'intervenir pour faire face aux crises humanitaires. Lors de la catastrophe des tsunamis de l'océan Indien à la fin de l'année, il s'est employé à répondre aux besoins des femmes et des jeunes et à rétablir les services de santé en matière de reproduction. Il a de même apporté une aide d'urgence aux réfugiés soudanais du Darfour.

L'année 2004 a été la première d'une nouvelle décennie consacrée à la mise en application du Programme d'action de la CIPD. L'UNFPA reste déterminé à promouvoir le droit de chaque homme, femme et enfant à la santé et à l'égalité des chances.



A handwritten signature in black ink, which reads "Thoraya A. Obaid". The signature is fluid and cursive.

Thoraya Ahmed Obaid

Directrice exécutive, Fonds des Nations Unies pour la population



Amélioration de la santé en matière de reproduction et atténuation des risques de la maternité

L'application du programme de la CIPD a sauvé la vie d'un grand nombre de femmes et élargi les options qui leur sont offertes.

En 2004, les progrès accomplis dans le domaine de la santé en matière de reproduction sont évidents dans de nombreux pays, où la planification familiale est la norme et où les femmes sont moins nombreuses à mourir en couches. Mais il reste bien des choses à faire et certains pays sont encore loin d'atteindre leurs objectifs de développement.

Trois facteurs sont essentiels pour sauver la vie des femmes : la planification familiale, la présence de personnel formé à l'accouchement et l'accès aux soins obstétriques d'urgence. Dix ans après la Conférence internationale sur la population et de développement (CIPD) du Caire, plus d'un demi million de femmes meurent toujours chaque année des complications de la grossesse et de l'accouchement. Le manque de soins accroît les risques auxquels sont exposés les mères et les bébés : au niveau mondial, un tiers des femmes ne sont pas suivies pendant leur grossesse et 60 % des accouchements ont lieu à l'extérieur d'établissements de santé. La pauvreté augmente encore les dangers : en Afrique subsaharienne, une femme sur 16 risque de mourir en cours de grossesse ou à l'accouchement, contre une sur 2 800 dans les pays développés. La conférence du Caire a lancé un appel en faveur de l'accès universel aux soins de santé en matière de reproduction d'ici 2015.

PLANIFICATION FAMILIALE

Plus que jamais, les femmes prennent leurs propres décisions en matière de reproduction : elles exercent leur droit de choisir le nombre d'enfants qu'elles mettent au monde et d'espacer les naissances. Ceci a pour effet de réduire la taille des familles, d'accroître leur prospérité, et d'améliorer la santé et l'éducation des enfants. Une étude menée récemment en Afrique indique qu'un espacement des naissances de trois ans ou plus pourrait réduire la mortalité infantile de 50 % et que la planification familiale pourrait réduire la mortalité maternelle de 20 %.

Les programmes actuels fournissent des moyens de contraception à 500 millions de femmes dans les pays en développement et 200 millions de plus auraient recours à la planification familiale si elles avaient accès à des services d'un coût abordable et de qualité. Il en résulterait une réduction considérable du nombre de grossesses non planifiées et d'avortements, des taux de mortalité infantile et maternelle, et du nombre d'orphelins. En 2004, les programmes appuyés par l'UNFPA ont contribué à élargir l'accès aux services de santé en matière de reproduction, notamment aux services de planification familiale, et à en améliorer la qualité, tout particulièrement dans les pays les plus pauvres.

- À Manikganj, communauté agricole du Bangladesh située au sud de Dacca, le Centre de bien-être de la mère et de l'enfant offre aux femmes toute une gamme de services de santé maternelle, de planification familiale et de soins d'urgence. Appuyé par l'UNFPA, c'est actuellement l'un de huit établissements de ce genre pour tout le pays, mais les autorités prévoient d'en implanter d'autres conçus sur le même modèle dans 64 districts d'ici la fin 2005.
- Deux documents directifs sur l'utilisation des contraceptifs ont été publiés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avec le concours de l'UNFPA dans le cadre du Programme de partenariat stratégique. Ces deux publications, *Une sélection de recommandations pratiques relatives à l'utilisation de méthodes contraceptives* et *Critères médicaux présidant à l'utilisation de méthodes contraceptives*, aident les décideurs politiques, les gestionnaires et la

communauté scientifique à élaborer des directives pour les prestations de services à l'intention de leurs programmes nationaux.

- Pour la première fois, le Kazakhstan a alloué des fonds, l'équivalent de 3 millions de dollars, dans son budget 2005 pour l'achat de contraceptifs et a rédigé un projet de loi sur les droits en matière de reproduction. L'UNFPA couvre pleinement les besoins de la population en tant que seul fournisseur de produits de contraception du pays et il continuera d'apporter un soutien logistique et de dispenser des programmes de formation.

RÉDUCTION DES RISQUES DE LA MATERNITÉ

Des résultats appréciables peuvent être obtenus en l'espace d'une décennie comme l'ont démontré les réductions significatives de la mortalité maternelle en Bolivie, en Chine, en Égypte, au Honduras, en Indonésie, en

ENQUÊTE MONDIALE DIX ANS APRÈS LE CAIRE

Une enquête mondiale menée par l'UNFPA pour évaluer les expériences nationales a conclu que la décennie écoulée depuis l'adoption du Programme d'action de la CIPD avait été marquée par des progrès significatifs. Depuis 1994, la plupart des gouvernements ont intégré les questions de population dans leurs stratégies de développement. La quasi totalité des 151 pays en développement enquêtés ont adopté des lois ou d'autres mesures pour protéger les droits des filles et des femmes. Quelque 131 d'entre eux ont modifié leurs politiques, lois ou institutions nationales pour reconnaître les droits en matière de reproduction. Les résultats publiés dans le rapport *Investir dans la population : progrès réalisés au niveau national dans la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD 1994-2004* seront utilisés par l'UNFPA en vue d'assurer la réalisation de progrès plus grands encore durant la prochaine décennie.

Jamaïque, en Mongolie et au Zimbabwe. Des politiques solides relatives à la maternité sans risques, la présence de personnel de santé qualifié à l'accouchement et l'aiguillage vers les services de soins obstétriques d'urgence ont fait une énorme différence dans ces pays. La réduction de la mortalité maternelle, qui est l'un des OMD ainsi qu'un objectif clé du Programme d'action de la CIPD, n'est pas possible sans assurer l'accès universel à l'information et aux services de santé en matière de reproduction. Il survient chaque année, estime-t-on, 529 000 décès maternels, à 99 % dans les pays en développement.

- Le rapport de l'UNFPA *Mise à jour 2004 sur la mortalité maternelle* porte principalement sur le rôle du personnel de santé qualifié pour améliorer la santé maternelle. Il est accompagné d'une publication intitulée *En de bonnes mains : progrès réalisés sur le terrain*, qui donne des exemples de politiques, de recherches et d'activités visant à accroître la présence de personnel qualifié à l'accouchement.
- Au Rajasthan (Inde), les projets de fourniture de soins obstétriques d'urgence au niveau des districts se sont avérés si efficaces que leur financement a décuplé; cette initiative appuyée par l'UNFPA a été étendue à l'ensemble de l'État et adoptée dans le cadre du programme national de santé en matière de reproduction et de santé infantile.



Adolescentes dans une classe d'alphabétisation au Yémen. L'alphabétisation accroît le recours aux services de santé. L'accès à l'information et aux services peut protéger et améliorer la santé des femmes et des filles et les aider à faire valoir leurs droits.

- L'Inde, le Maroc, le Mozambique et le Nicaragua participent au programme de l'université Columbia pour éviter les décès et les invalidités maternelles avec lequel l'UNFPA continue d'exécuter des projets de maternité sans risques et d'effectuer des évaluations des besoins.

- Huit organisations internationales, dont l'UNFPA, ont lancé une initiative en faveur de la maternité sans risques en Amérique latine et aux Caraïbes en février 2004. Le but visé est d'améliorer les services de santé nationaux et municipaux et d'assurer la présence de personnel de santé qualifié lors de tous les accouchements ainsi que la disponibilité de médicaments, de matériel et de fournitures et de services d'aiguillage.

- L'UNFPA ainsi qu'un groupe d'organismes des Nations Unies ont exprimé les préoccupations que leur inspiraient les conditions de vie des femmes palestiniennes. Ils ont noté l'augmentation des accouchements à domicile, la diminution des soins post-natals et ont signalé que 52 femmes avaient accouché à des points de contrôle militaires depuis 2002.

- Au Viet Nam, une nouvelle initiative régionale et provinciale de maternité sans risques améliore la qualité des soins obstétriques et néo-natals grâce à la formation des prestataires de services de santé ainsi qu'à l'amélioration des connaissances des femmes et de la compréhension de leur part de la grossesse, de l'accouchement et des besoins des bébés.

- L'UNFPA a fait don, en mai, de 12 tracteurs-ambulances au ministère de la Santé du Ghana, afin d'offrir un accès rapide aux soins d'urgence. Les ambulances produites à l'échelon local (qui consistent en une petite remorque attelée à un tracteur) peuvent atteindre les gens de zones rurales en terrain escarpé et difficilement accessibles, notamment dans les régions septentrionales du pays.

ÉLIMINATION DES FISTULES OBSTÉTRICALES

Les fistules obstétricales sont de graves lésions qui surviennent à l'accouchement chez au moins 2 millions de femmes des pays en développement. La Campagne pour éliminer les fistules, mise en œuvre par l'UNFPA dans 30 pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et des États arabes, porte sur la prévention et le traitement. Un site Internet a été établi pour la campagne au début 2005 (www.fistules.org).

- L'Ouganda a lancé une campagne nationale d'élimination de la fistule et doté 12 hôpitaux régionaux en matériel et en fournitures pour la réparation chirurgicale des fistules, assuré la formation de médecins locaux et mené des activités de sensibilisation du public.

- Au Tchad, l'UNFPA a aidé à établir et à équiper des centres de traitement de la fistule à l'Hôpital de la Liberté de Njaména, à l'Hôpital Abéché dans la région de l'Ouadai ainsi qu'à Mongo et à Kelo. Une formation a été dispensée aux chirurgiens à l'Hôpital d'Addis-Abeba (Éthiopie) et un système d'aiguillage a été mis en place.



Jeune Vietnamiennne de 19 ans subissant une échographie dans un dispensaire appuyé par l'UNFPA établi dans un centre de jeunesse à Hué.

- Dans le nord du Nigéria, quatre centres de traitement de la fistule ont été rénovés par l'UNFPFA en partenariat avec le gouvernement; 10 médecins et 40 infirmières qui ont suivi un programme de formation au début 2005 y seront affectés. Il est prévu de renforcer de manière analogue les services de traitement de la fistule dans sept États du Nigéria.
- Le Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité humaine a approuvé les activités visant à l'élimination de la fistule au Mali, au Nigéria et au Pakistan et leur a accordé 3 540 000 dollars sur une période de cinq ans. La Banque islamique de développement a annoncé un don de 1 million de dollars pour établir un centre de traitement de la fistule au Bangladesh.
- Le bureau londonien de la prestigieuse agence de publicité Young & Rubicam fait l'apport de ses services créatifs à la Campagne pour éliminer les fistules exécutée par l'UNFPA. Elle collaborera avec le Fonds pour sensibiliser le public du Royaume-Uni à la fistule obstétricale par la presse imprimée, la radio, la télévision et les autres médias électroniques.

APPUI EN FAVEUR DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES

Près de la moitié de la population du globe a moins de 25 ans. Cette jeune génération, la plus nombreuse de l'histoire de l'humanité, fait face à de nombreux défis et est exposée à de nombreux risques : les jeunes ont besoin d'informations et de services pour mener une vie saine et productive. La CIPD a accordé une attention sans précédent aux besoins divers des adolescents dans le domaine de la santé en matière de reproduction; il s'agit là tant d'une priorité du point de vue des droits de l'homme que

d'une nécessité pratique. L'enquête mondiale sur la mise en œuvre du plan de la CIPD menée par l'UNFPA a permis de constater dans de nombreux pays des progrès de la santé des adolescents en matière de reproduction grâce à la mise en place de politiques, de lois et de services de santé et de préparation à la vie conviviaux pour les jeunes. La plupart des efforts sont toutefois de petite envergure et la mobilisation des ressources nécessaires pour les amplifier constitue un défi de taille.

En 2004, l'UNFPA a formé un Panel consultatif de jeunes comprenant des membres de pays du monde entier pour l'aider à promouvoir la prise en compte des droits et des besoins des jeunes dans les programmes du Fonds et dans les plans nationaux de développement. Il a également établi un Programme spécial de stage pour les jeunes de pays en développement qui sont affectés pendant six mois au siège du Fonds à New York. The Global Youth Partnership a continué de lutter contre le VIH/sida.

- Des adolescentes mariées du Bangladesh, du Burkina Faso et du Yémen parlent du mariage enfantin dans *Too Brief a Child: Voices of Married Adolescents*, une vidéo produite par l'UNFPA qui documente les effets de cette pratique, les menaces qu'elle présente pour la santé des filles et les limites qu'elle impose à leur éducation et à leur développement social, économique et politique.
- À Cotonou, capitale du Bénin, avec l'appui de l'UNFPA, un centre multimédia particulièrement actif disposant de ses propres stations de radio et de télévision dispense une formation professionnelle à des centaines de jeunes, ainsi que des cours sur la prévention du VIH/sida et des grossesses non désirées.
- Dans la province de Kibuye, au Rwanda, un centre pour jeunes appuyé par l'UNFPA a ouvert ses portes près d'une clinique offrant un service gratuit de dépistage du

VIH. Il propose aux jeunes des informations, des conseils, des films, des activités culturelles et sportives et des programmes de formation professionnelle.

- Dans les parcs de la ville de Caracas, au Venezuela, grâce à des pièces de théâtre et à divers matériels sur les droits et la santé en matière de reproduction produits avec le soutien de l'UNFPA, les jeunes apprennent à faire face aux pressions de leurs pairs et à retarder le début de l'activité sexuelle.
- Un sommet de jeunesse auquel ont participé 70 jeunes venus d'Asie et d'Europe ont identifiés divers moyens d'accroître leur participation aux programmes de santé en matière de reproduction. Tenu en novembre à Sri Lanka, il s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative de la santé en matière de reproduction pour les jeunes d'Asie (RHIYA), appuyée par l'Union européenne et l'UNFPA.
- L'Alliance pour la jeunesse africaine (AYA) soutenue par l'UNFPA a atteint en 2004 plus de 100 000 jeunes dans quatre pays, qui ont bénéficié de ses programmes de préparation à la vie quotidienne. En Ouganda, le réseau d'organisations confessionnelles de l'AYA a mobilisé 2 millions de dollars pour la prévention du VIH.
- Les universités de Tunisie se sont jointes à l'UNFPA en 2004 pour élaborer des matériels sur la santé en matière de sexualité et de reproduction chez les adolescents. Ce nouveau partenariat a produit un atelier et des manuels portant sur la recherche, la formation et la coopération Sud-Sud, ainsi qu'un guide de référence sur l'assurance-qualité.
- Au Cambodge, plus de 200 jeunes se sont réunis en février au Quatrième camp annuel de la jeunesse ayant pour thème : « Les jeunes s'unissent pour éliminer la timidité et pour mieux comprendre la santé en matière de sexualité et de reproduction et le VIH/sida ». Le camp était cofinancé par l'UNFPA, l'Union européenne et l'Agence des États-Unis pour le développement international.
- L'UNFPA a continué d'appuyer le réseau Youth Peer Education Electronic Resource (Y-PEER), qui relie plus de 1 000 membres de 27 pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. Y-PEER aide les ONG locales et nationales à œuvrer conjointement à la mise en œuvre de programmes qui promeuvent la sécurité dans les comportements chez les adolescents et la responsabilisation de ceux-ci. En

2004, il a organisé 246 événements dans 15 pays, auxquels ont assisté 220 000 participants, puis a atteint 1,7 million de jeunes dans le cadre d'activités de suivi.

ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE SEXISTE

Dans son allocution au Conseil de sécurité des Nations Unies, en octobre, la Directrice exécutive de l'UNFPA, Thoraya Ahmed Obaid, a demandé instamment aux dirigeants mondiaux de condamner les viols systématiques et toutes les formes de traitement dégradant des femmes au cours des conflits, d'agir pour y mettre un terme et d'aider à la réhabilitation physique et mentale des victimes. Dix ans auparavant, la CIPD avait demandé aux pays de « prendre toutes les mesures voulues » pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes, mais les progrès ont été mitigés malgré les promesses faites en haut lieu durant la décennie écoulée. L'UNFPA œuvre avec ses divers partenaires pour prévenir la violence sexiste et s'attaquer à ses causes, qu'elle ait lieu en temps de crise ou dans la vie quotidienne.

- Des représentants influents d'instances gouvernementales, d'ONG, d'organismes des Nations Unies et des médias ont débattu des questions de la traite et de l'exploitation sexuelle des femmes russes lors d'une table ronde organisée en avril par l'UNFPA avec la Maison centrale de la presse russe. Des recherches récentes documentent les effets adverses de ce phénomène sur la santé en matière de reproduction, le statut social et la situation économique des victimes.
- Certaines de femmes les plus puissantes de 40 pays d'Afrique ont lancé un appel en faveur de la ratification d'un protocole africain sur les droits de femmes, à l'occasion d'une conférence régionale sur l'élimination de la violence sexiste et sur la réalisation des OMD. Plus de 250 femmes ministres et parlementaires africaines ont participé à la conférence organisée en novembre au Gabon par l'UNFPA, l'OMS et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).
- Dans la lutte contre une forme extrême de discrimination, l'UNFPA a appuyé les efforts de sensibilisation à l'infanticide féminin et à la sélection prénatale en fonction du sexe. Il a parrainé en Chine un atelier sur le déséquilibre du rapport garçons-filles à la naissance, qui a réuni les pays où le problème se pose. En Inde, le

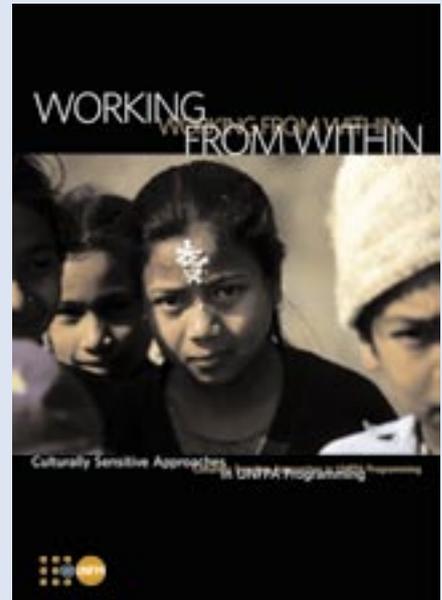
STOP À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES !

Tel était le message d'une campagne nationale lancée à Istanbul par le Gouvernement turc, en faisant appel aux médias, à des activités sportives, à des célébrités et à des dirigeants religieux. Cet effort a été organisé par l'UNFPA, qui a collaboré avec une agence de publicité locale pour formuler le concept de la campagne.



LA SENSIBILITÉ CULTURELLE AMÉLIORE LA PROGRAMMATION

Les efforts de développement ont plus de chances d'aboutir lorsqu'ils sont présentés aux bénéficiaires de manière culturellement sensible et sur la base d'un dialogue ouvert et d'une participation de la communauté, signale un rapport de 2004 *Working from Within: Culturally Sensitive Approaches in UNFPA Programming*. Il s'agit de créer un environnement qui rend les programmes de droits de la personne plus acceptables et plus durables en reconnaissant les réalités sociales et culturelles locales et en appuyant l'appropriation locale des programmes. Cette publication contient neuf études de cas extraites d'un autre rapport de l'UNFPA, *Culture Matters: Working with Communities and Faith-based Organizations*. Une brochure complémentaire, *24 Tips for Culturally Sensitive Programming*, présente les recommandations fondées sur les recherches du Fonds. La culture et les droits de l'homme ont également fait le sujet d'une conférence à laquelle ont participé plus de 100 experts du monde entier, sur le thème « Le Caire et au-delà : les droits en matière de reproduction et la culture », qui a été organisée par le Gouvernement des Pays-Bas et l'UNFPA à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars.



gouvernement a lancé une campagne de recherche et de plaidoyer sur les « filles manquantes » axée sur les districts où l'on relève les différences les plus fortes entre le nombre de filles et de garçons.

APPROVISIONNEMENT EN FOURNITURES ESSENTIELLES

En tant que premier fournisseur multilatéral de produits de santé en matière de reproduction, l'UNFPA est déterminé à répondre aux besoins et à avoir un impact mesurable : 1 million de dollars de fournitures peuvent prévenir 800 décès maternels, 150 000 avortements ou 360 000 grossesses non désirées. La sécurité de l'approvisionnement s'est améliorée depuis l'appel lancé à la CIPD concernant la fourniture fiable et en quantités suffisantes de toute une gamme de moyens de contraception et d'autres produits essentiels pour la santé en matière de reproduction. Toutefois, nombre de pays en développement continuent de connaître de graves pénuries de produits de contraception et de préservatifs.

- L'Union européenne a annoncé une contribution de 75 millions de dollars à l'UNFPA pour répondre aux besoins d'approvisionnement de 49 pays en développement qui sont largement tributaires de l'aide extérieure pour les produits de contraception et de préservatifs qui répondent à leurs besoins de santé en matière de reproduction et de protection contre le VIH/sida. La décision a été rendue publique en octobre à l'Assemblée générale marquant le 10e anniversaire de la CIPD. Hans van den Broek, envoyé spécial néerlandais de la Présidence de l'Union européenne, a déclaré à l'Assemblée générale que les 25 États membres de l'Union et la Commission européenne « combleraient collectivement l'écart de 75 millions de dollars du financement des produits de santé en matière de reproduction en 2004, par le biais d'une contribution spéciale au Fonds pour les fournitures de santé en matière de reproduction de l'UNFPA ».

- Les pays du Pacifique ont convenu d'un plan pour assurer la fiabilité de l'alimentation en fournitures de santé en matière de reproduction par l'entremise de l'UNFPA dans le cadre d'efforts visant à sauver des vies et à améliorer la santé. Ce plan a été avalisé en mai par les ministres de la Santé des Îles Cook, de Fiji, de Kiribati, du Samoa, des Îles Salomon, de Tonga, de Tuvalu et de Vanuatu.

- Un logiciel élaboré par l'UNFPA fournissant des données spécifiques sur les niveaux de stocks par pays, qui ont permis à 69 pays, soit 20 pays de plus que l'an dernier, de se réapprovisionner et d'éviter les manques en 2004. Le *Country Commodity Manager* renforce la capacité nationale à recueillir, analyser et transmettre les données, ainsi qu'à se procurer, entreposer et distribuer les fournitures.

- L'UNFPA a lancé en 2004 l'Initiative du préservatif féminin pour promouvoir et faciliter l'usage de ce produit dans plus de 20 pays, chose qu'a faite également le programme des Nations Unies visant à la prévention de l'infection par le VIH sur les lieux de travail. Les préservatifs féminins représentent une addition importante aux moyens de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/sida et la seule méthode barrière contrôlée par les femmes.

- L'UNFPA a mené à bien une vaste étude sur les contraceptifs, les médicaments et les fournitures nécessaires pour répondre aux besoins de la planification familiale, de la santé en matière de reproduction et de la prévention de l'infection par le VIH jusqu'à la fin 2015. Un modèle de calcul des coûts a également été élaboré à l'intention des bureaux de pays de l'UNFPA, pour permettre aux pays d'établir les coûts et de prévoir les budgets des interventions dans le domaine de la santé en matière de reproduction dans leurs politiques et stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, des progrès notables ont été accomplis dans l'établissement des coûts de réparation des fistules obstétricales et des soins obstétriques d'urgence.



Face à la crise du VIH/sida

Intégration de la prévention de l'infection et des services de santé en matière et de reproduction; accroissement de la participation des jeunes.

Le sida a fait plus de 3 millions de morts et le VIH a infecté près de 5 millions de gens en 2004. Il y avait un peu moins de 40 millions de gens vivant avec la maladie, des femmes pour près de la moitié, mais moins d'une personne sur cinq à haut risque d'infection avait accès à des moyens de prévention éprouvés. Le nombre d'orphelins du sida a atteint 15 millions, 12 millions d'entre eux vivant en Afrique subsaharienne.

La CIPD a noté la gravité du VIH/sida en 1994 et, face à la propagation de l'épidémie, la CIPD+5 de 1999 a défini des objectifs spécifiques à atteindre d'urgence. Les actions de suivi retenues préconisent de faire de la prévention du VIH/sida une composante intégrale des programmes de santé en matière de sexualité et de reproduction au niveau des soins primaires. L'UNFPA a appuyé cette approche en en faisant une priorité en 2004, par des interventions visant les femmes et les jeunes et par la place faite dans ses programmes à l'emploi des préservatifs.

L'ACTION CONTRE LE VIH/SIDA

L'UNFPA a saisi toutes les occasions qui se sont présentées en 2004 de plaider en faveur de l'accès universel aux soins de santé en matière de reproduction en tant que composante fondamentale de la réduction de la pauvreté et de la résolution de la crise du VIH/sida. Dans le cadre de sa participation au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Fonds a exercé son leadership à de multiples niveaux, notamment en prenant part dans chaque pays aux activités des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/sida.

- Une consultation de haut niveau tenue en juin a lancé un appel en faveur de l'établissement de relations plus étroites entre le VIH/sida et la santé en matière de sexualité et de reproduction pour accroître la pertinence des programmes et leur efficacité par rapport aux coûts. Les dirigeants d'instances gouvernementales, d'organismes des Nations Unies, d'ONG et de la communauté des donateurs ont approuvé « l'Appel de New York à l'engagement » lors d'une conférence organisée par l'UNFPA et l'ONUSIDA avec Family Care International.
- L'UNFPA et le secrétariat de l'Union du fleuve Mano ont conclu un accord pour prévenir la propagation de l'infection parmi les réfugiés, les personnes déplacées et les personnes vivant avec le VIH/sida en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Le Fonds a également mené une enquête sur la prévention de l'infection par le VIH chez les Casques bleus des Nations Unies en Sierra Leone ainsi qu'une évaluation des groupes vulnérables du pays.
- Les plantations de thé du Bangladesh ont fait l'objet d'une initiative de l'UNFPA, sur financement de la Suède, pour promouvoir la prévention au moyen d'activités de sensibilisation, de l'apport de fournitures et de services de santé en matière de reproduction et de plaidoyer en faveur de l'adoption de politiques sur le VIH/sida auprès des sociétés productrices de thé et des syndicats du travail.
- Le Gouvernement de l'Afghanistan a établi le premier centre de conseil et de dépistage volontaire du pays à Kaboul, en novembre, avec l'appui de l'UNFPA. Dans ses locaux rénovés, le centre constitue un modèle pour les prestations de services contre le VIH/sida et pour la formation, ainsi que pour la standardisation des procédures et l'assurance-qualité.

- Au Honduras, l'UNFPA a octroyé une subvention pour appuyer des programmes de prévention et des ateliers sur les activités génératrices de revenus dans un hospice hébergeant en majorité des personnes vivant avec le VIH/sida. Les plus pauvres, sans moyens d'existence ni appui familial, y bénéficient de soins conformes à la dignité humaine et de services infirmiers 24 heures sur 24.
- De nouvelles directives sur les conseils et le dépistage volontaire du VIH et sur leur intégration dans les services de santé en matière de reproduction ont été publiées par l'UNFPA et la Fédération internationale de la planification familiale (IPPF). Ces directives sont fondées en partie sur les résultats de projets pilotes en Côte d'Ivoire et en Inde ainsi que sur l'expérience acquise en Éthiopie, au Kenya et au Rwanda.
- Pour aider les femmes enceintes et les accouchées à éviter l'infection par le VIH, l'UNFPA et EngenderHealth



Photo : Weaver Destiny/UNFPA-Haïti

LES CENTRES GHESKIO D'HAÏTI

Dans des centres tels que celui-ci, à Port-au-Prince, l'UNFPA œuvre avec le ministère de la Santé et GHESKIO, une ONG nationale, pour promouvoir l'intégration du dépistage volontaire et des conseils dans les services généraux de santé pour prévenir la transmission des pathogènes de la mère à l'enfant. GHESKIO fournit des services intégrés contre le VIH/sida : diffusion d'information sur la transmission et la prévention, conseils individuels et collectifs et soutien psychologique et social.

ont produit un guide de programmation intitulé *HIV Prevention in Maternal Health Services*. Cette publication destinée aux planificateurs de programmes, aux responsables des services de santé et aux moniteurs vise à renforcer la prévention et les services d'aiguillage relatifs au VIH et aux autres infections sexuellement transmissibles (IST).

LES FEMMES ET LE SIDA

L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, objectifs centraux de la CIPD, sont essentiels pour parvenir à la santé en matière de reproduction pour tous et pour enrayer la propagation du VIH/sida. Le plan d'action de la CIPD note que « les femmes qui sont dans une position désavantagée, tant sur le plan social qu'économique, sont de ce fait spécialement vulnérables aux infections transmissibles sexuellement, et notamment à la contamination par le VIH ».

Les femmes représentent aujourd'hui près de la moitié de la population infectée par le VIH et le taux d'infection augmente considérablement chez les jeunes femmes. En Afrique subsaharienne, 57 % des adultes séropositifs sont des femmes. L'UNFPA appuie les actions d'une nécessité urgente pour parer à la menace croissante à laquelle sont exposées les femmes et les filles, et notamment en visant à l'adoption de comportements plus responsables de la part des garçons et des hommes.

- La Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA (GCWA) a été lancée par l'ONUSIDA en février. L'UNFPA a été chargée, conjointement avec l'IPPF et YoungPositive, de la coordination des activités de prévention de l'infection par le VIH chez les femmes et les filles, activités concernant l'accès à l'information et aux services et le plaidoyer en faveur de l'élimination du mariage infantile forcé.
- Les participants à une consultation organisée par l'OMS et l'UNFPA en mai ont adopté « l'Appel à l'action de Glion sur la planification familiale et le VIH/sida chez les femmes et les enfants ». Cet appel préconise l'adoption d'une approche globale de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant comportant également la prévention des grossesses non désirées et l'apport d'appuis aux femmes séropositives et à leur famille.

LES JEUNES ET LE VIH/SIDA

En 2004, quelque 10 millions de jeunes vivaient avec le VIH/sida et 6 000 jeunes de 15 à 24 ans ont été infectés chaque jour par le virus. L'UNFPA a continué d'accorder une haute priorité à l'action immédiate face aux vulnérabilités des jeunes selon des modalités appropriées, compte tenu de l'âge, du sexe et de la culture et ouvertes à leur participation.

- Plus de 40 organisations de jeunesse ont assisté à la XV^e Conférence internationale sur le sida qui a eu lieu en juillet à Bangkok (Thaïlande), où l'UNFPA a facilité la participation de jeunes aux séances plénières, aux conférences-débats et aux activités de réseau. Le Fonds a également appuyé la création d'une Coalition mondiale de la jeunesse contre le sida, comptant 600 membres, afin d'intensifier le partage des connaissances et le renforcement des capacités au sein des organisations locales, régionales et mondiales de lutte contre le VIH/sida.
- Des jeunes d'Égypte, du Panama et de la République dominicaine ont élaboré des plans d'action de plaidoyer en faveur de la prévention de l'infection par le VIH dans le cadre de l'Initiative des *Global Youth Partners* appuyée par l'UNFPA. Des activités de plaidoyer analogues ont été entreprises au Bangladesh et au Népal par l'Initiative de la santé en matière de reproduction pour les jeunes d'Asie (RHIYA), avec le soutien de l'UNFPA et de l'Union européenne, ainsi qu'au Liban et en Ukraine.
- Cinquante jeunes figuraient parmi les 145 participants venus de 34 pays qui ont assisté à un atelier de l'UNFPA visant à développer les programmes de prévention de l'infection par le VIH conviviaux pour la jeunesse. Tenu à Nairobi (Kenya) en novembre, l'atelier a abouti à la création du Réseau des jeunes pour la population et le développement.
- Un projet régional exécuté dans la région des États arabes ayant pour objectif d'intégrer l'éducation à la santé en matière de reproduction, et notamment la prévention de l'infection par le VIH, dans les programmes pour les jeunes a été exécuté par l'UNFPA avec l'Université américaine de Beyrouth (Liban). Il a permis de produire un guide de formation à l'éducation par les pairs, d'organiser des ateliers pour points focaux de la jeunesse et de compiler les études réalisées dans la région des États arabes sur la santé des jeunes en matière de reproduction.

AUTONOMISATION DES FEMMES ET ACTION CONTRE LE VIH/SIDA

Les femmes sont les premières à subir l'impact de l'épidémie de VIH/sida et les stratégies visant à inverser la tendance de sa propagation ne peuvent réussir que si les femmes et les filles sont en mesure de faire valoir leurs droits, signale un rapport axé sur l'action de l'UNFPA, de l'ONUSIDA et d'UNIFEM lancé à la XV^e Conférence internationale sur le sida en juillet. Notant que 17 millions de femmes de 15 à 49 ans sont infectées, *Women and HIV/AIDS: Confronting the Crisis* documente l'impact dévastateur de la maladie sur les femmes et les filles et met en évidence le rôle que jouent la discrimination, la pauvreté et la violence sexiste dans l'épidémie. Il recommande également des stratégies de parade réalistes qui consistent notamment à doter les adolescentes et les femmes des connaissances et des moyens requis pour prévenir l'infection, à assurer un accès égal et universel aux soins, à reconnaître le rôle des personnes qui s'occupent des sidéens et des orphelins, à encourager l'éducation des filles aux niveaux primaire et secondaire et l'alphabétisation des femmes, à promouvoir une tolérance zéro à l'égard de toutes les formes de violence contre les filles et les femmes et à appuyer le respect des droits de la personne pour les femmes et les filles.

Aux Maldives, lors d'une foire pour les jeunes, ceux-ci se renseignent sur le VIH/sida et d'autres questions de santé en matière de reproduction à un stand établi par l'UNFPA.



Photo : UNFPA-Maldives

- À la conférence de Bangkok, l'UNFPA a lancé un rapport interorganisations intitulé *At the Crossroads: Accelerating Youth Access to HIV/AIDS Interventions*. Ce rapport documente le manque d'accès des jeunes à des informations et à des services conviviaux ainsi qu'à des connaissances pratiques en matière de prévention de l'infection par le VIH, de même qu'aux soins et aux traitements pour ceux qui sont atteints par la maladie.

PROGRAMMATION DE L'USAGE DES PRÉSERVATIFS

Le préservatif, qui représente la méthode la plus largement disponible dans le monde et la plus efficace pour réduire la transmission du VIH et des autres IST, fait l'objet d'une large promotion et est distribué par l'UNFPA, qui est l'organisme pivot de l'ONUSIDA pour l'approvisionnement en préservatifs.

- Le rôle essentiel du préservatif pour la prévention et le traitement de l'infection par le VIH a été signalé par l'OMS, l'ONUSIDA et l'UNFPA. Une déclaration de position émise en juillet fait état de recherches prouvant l'efficacité des préservatifs et affirme que ceux-ci doivent être facilement disponibles, gratuitement ou à faible coût, et faire l'objet d'actions de promotion pour surmonter les obstacles, tenant notamment à l'identité sexuelle et à la culture, qui s'opposent à leur usage.
- L'UNFPA a lancé un projet de promotion du préservatif féminin comprenant des activités pilotes au Cambodge, en Inde, au Nigéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Sri Lanka qui doivent être étendues à 20 autres pays dans les années à venir. Outre l'accroissement de sa disponibilité et de son utilisation, le projet recueille aussi des exemples de bonnes pratiques en matière de promotion du préservatif.
- L'UNFPA et l'université Johns Hopkins ont formulé un Forum aux questions sur le bon usage et l'utilisation systématique des préservatifs masculin et féminin et sur les facteurs sociaux et culturels qui entrent en jeu. Ce FAQ sera disponible en ligne et sur CD-ROM.

- Aux Caraïbes, la promotion du préservatif féminin s'est poursuivie par le truchement des médias et par des activités de diffusion en divers lieux novateurs et réceptifs tels que les salons de beauté et les salons de coiffure.

ÉDUCATION ET PLAIDOYER

La CIPD a lancé un appel à l'action mondiale en vue de sensibiliser le public aux conséquences catastrophiques du VIH/sida, de fournir des informations sur les moyens de prévention et de résoudre les problèmes liés à l'opprobre, à la discrimination et aux autres questions des droits de la personne. Le leadership de l'UNFPA dans le domaine de la sensibilisation au VIH/sida a été reconnu tout au long de l'année à l'occasion d'événements marquant le 10e anniversaire de la CIPD.

- Des parlementaires des pays des Caraïbes anglophones et néerlandophones ont émis une déclaration d'engagement en faveur de la prévention de l'infection par le VIH et un ensemble de plans d'action spécifiques des pays à une conférence organisée en juin à la Trinité-et-Tobago par l'UNFPA. Une autre conférence tenue en octobre à Fidji a réuni des parlementaires de 17 pays du Pacifique, notamment d'Australie et de Nouvelle-Zélande, qui ont réitéré leur détermination de lutter contre le VIH/sida dans leur région.
- Des informations factuelles sur la prévention de l'infection par le VIH ont été incluses dans *Achieving the MDG Goals by Promoting Gender Equality*, un DVD produit par l'UNFPA destiné à être utilisé pour l'éducation et l'autonomisation de femmes participant à des activités de microcrédit dans les communautés pauvres, notamment dans celles gravement touchées par le VIH/sida.
- L'UNFPA a produit une vidéo de six minutes dans laquelle des pairs éducateurs et des moniteurs parlent de leur efforts de prévention de la propagation du VIH/sida en Europe de l'Est et en Asie centrale. Les jeunes, filmés lors d'un programme de formation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, échangent régulièrement des informations par le site web interactif et le réseau de Y-PEER.



Aide dans les situations d'urgence

Le droit à la santé s'applique à tout le monde et dans toutes les situations. D'où la nécessité de fournir des secours, de l'aide, et d'appuyer la reconstruction.

La priorité accordée à la santé en matière de reproduction en temps de conflit armé ou de catastrophe naturelle est bien plus élevée aujourd'hui qu'il y a 10 ans à l'époque de la CIPD. Les fournitures destinées à l'accouchement sans danger et aux soins obstétriques d'urgence, jadis rarement incluses dans les secours, font à présent partie des interventions humanitaires immédiates. Nous sommes maintenant très conscients des risques accrus de grossesses non désirées, de propagation des IST et de violence sexuelle dans les situations de crise, notamment dans les camps de réfugiés.

En 2004, l'UNFPA a apporté son aide dans des situations de crise et à des programmes de reconstruction et de préparation aux urgences dans plus de 40 pays. Il a mobilisé des fonds en vue d'actions immédiates et a participé activement au processus des appels consolidés des Nations Unies. Ces dernières années, l'aide d'urgence en réponse aux demandes de l'UNFPA est venue de la Belgique, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Fondation pour les Nations Unies et de la Commission européenne.

MATÉRIEL ET FOURNITURES

L'UNFPA a expédié en 2004 des trousseaux de santé en matière de reproduction d'une valeur de 2,7 millions de dollars. Ces trousseaux prêts à l'envoi contiennent des fournitures destinées à répondre à des besoins spécifiques : accouchements sans danger, prévention de l'infection par le VIH et des autres IST, planification familiale, gestion des viols et soins obstétriques d'urgence pour les complications à l'accouchement.

- Dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, l'UNFPA a fait l'apport de fournitures et de matériel pour les accouchements, les transfusions sanguines, la prévention des IST et les autres besoins de santé en matière de reproduction. Des fournitures ont été distribuées dans les camps et les établissements de santé du Soudan par l'intermédiaire de l'International Rescue Committee, de Save the Children UK et de l'organisation irlandaise GOAL. L'UNFPA a aussi envoyé des fournitures aux Soudanais réfugiés au Tchad.
- En mars, l'UNFPA a envoyé de l'aide médicale d'urgence par voie aérienne à Port-au-Prince, capitale d'Haïti, pour répondre aux besoins urgents après les troubles civils qui ont abouti à la destruction du système de santé du pays, au pillage des établissements de soins et à une élévation du niveau de la violence sexuelle.
- La détérioration de la situation de la ville de Bam (Iran), dévastée par un séisme à la fin 2003, a exigé le maintien des activités de l'UNFPA en 2004. Le Fonds est intervenu avec le Centre pour la participation des femmes et l'Organisation du mouvement d'alphabétisation pour aider les femmes et les ménages ayant perdu leur principal soutien de famille.
- À Monrovia (Libéria), l'UNFPA et ses partenaires communautaires ont distribué des trousseaux d'hygiène (contenant brosse à dents, dentifrice, savon, serviettes de toilette et serviettes hygiéniques) à 2 000 femmes et filles déplacées. Ces trousseaux simples ont contribué à redonner à leurs bénéficiaires un sentiment de dignité personnelle et leur distribution a fourni l'occasion d'effectuer une évaluation générale de la santé en matière de reproduction.

RECONSTRUCTION

Après la phase aiguë des crises, l'UNFPA continue d'aider les communautés durant la reconstruction des installations et le rétablissement des services, contribuant ainsi au développement à long terme.

- Lorsque la situation s'apaise, les migrations et les déplacements accroissent l'exposition aux infections sexuellement transmissibles. Dans les villes frontalières de la Sierra Leone et du Libéria, l'influx de chauffeurs de camions, de troupes et d'ex-combattants a alimenté le développement de l'industrie du sexe. Avec l'appui de l'UNFPA, des projets d'éducation menés dans ces villes ont appris aux femmes et aux filles à prévenir l'infection par le VIH et leur ont apporté une formation professionnelle pour les aider à éviter le commerce du sexe.
- L'UNFPA a fait don d'équipement et de matériel de soins d'obstétrique aux hôpitaux pillés lors d'une insurrection en 2002 dans le nord-ouest de la République centrafricaine, où la situation se normalise lentement. Parmi les fournitures figurent des matelas, cuvettes, balances, stéthoscopes, spéculums, mètres-rubans, thermomètres médicaux et gants.

DONNÉES ET ANALYSES

Il est important de disposer de données exactes pour planifier les mesures à prendre. L'expertise croissante de l'UNFPA en matière de recueil et d'analyse des données contribue à améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires.

- L'UNFPA a participé à la première évaluation mondiale jamais menée pour déterminer les progrès et les lacunes dans le domaine de la santé en matière de reproduction chez les réfugiés. Le rapport d'évaluation, publié à la mi-2004 par le Groupe de travail interinstitutions sur la santé en matière de reproduction dans les situations d'urgence, fait état d'une amélioration de l'accès à la planification familiale mais de limitations dans la prévention des IST, y compris de l'infection par le VIH, et de manques sérieux dans les services de santé en matière de reproduction.

- L'UNFPA s'est joint à ses partenaires des Nations Unies pour mener une mission d'évaluation au Soudan, en avril, portant sur les mesures qui permettraient d'éviter les décès maternels et infantiles. En juillet, une évaluation de l'UNFPA est venue confirmer que les femmes du Darfour étaient effectivement ciblées et victimes de violence sexuelle lors d'attaques armées contre leur villages et dans les camps de réfugiés lorsqu'elles sortaient ramasser du fourrage et du bois de feu.
- Au Libéria, en novembre, l'UNFPA a participé à une mission des Nations Unies pour évaluer la situation des communautés hôtes et des réfugiés récemment arrivés de Côte d'Ivoire; l'évaluation a mis en évidence d'immenses besoins de santé en matière de reproduction exigeant une intervention immédiate.
- L'UNFPA a fourni un appui technique à l'Organisation internationale pour les migrations dans le cadre d'un projet de recherche participative de cinq mois sur le VIH/sida chez les personnes déplacées intérieurement dans le nord de l'Ouganda.

FORMATION ET ÉDUCATION

La protection de la santé en matière de reproduction dans les situations de crise exige des connaissances, des aptitudes et des attitudes particulières. L'UNFPA apporte son concours à des programmes pour le personnel, les travailleurs de la santé et les partenaires du système des Nations Unies, des ONG et des gouvernements, ainsi que pour les populations rendues vulnérables par les conflits ou les catastrophes naturelles.

- L'exposition de photographies *Positive Lives [Vies positives]* appuyée par l'UNFPA a été présentée dans trois camps de réfugiés au Kenya en juillet et août 2004. Dans chaque

camp, dix réfugiés ont été formés à l'animation de groupes pour guider les débats inspirés par les photos de gens vivant avec le VIH/sida et aider aux activités d'éducation par les pairs, de promotion des préservatifs, à la présentation de sociodrames et à l'organisation de manifestations sportives.

- Au Swaziland, les membres de comités de secours qui distribuent des vivres ont reçu une formation complémentaire de conseiller communautaire dispensée par l'UNFPA et le Programme alimentaire mondial. Les stagiaires, des femmes pour la plupart, ont appris à communiquer des messages sur la prévention de l'infection par le VIH ainsi que sur d'autres questions de santé et de sécurité; elles interviennent les jours de distribution de vivres, où les gens ont le temps de les écouter pendant qu'ils font la queue.
- Au Darfour, une formation à l'intention des médecins, du personnel infirmier et des conseillers les a préparés à reconnaître et à traiter les effets de la violence sexuelle. L'UNFPA a également fourni des médicaments et des fournitures médicales et, avec ses partenaires, a aidé les communautés à organiser des groupes de femmes pour soutenir les victimes de la violence sexuelle et leur famille.
- Depuis avril 2004, l'UNFPA participe activement à l'élaboration de politiques, directives et procédures avec l'Initiative interorganisations des Nations Unies sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, notamment pour la prévention de l'infection par le VIH.

PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

L'UNFPA s'emploie à faire accorder une priorité plus élevée à la santé en matière de reproduction dans les politiques et la législation nationales et dans les programmes d'aide humanitaire. Il sensibilise également le public aux besoins et aux rôles des femmes. Les risques liés à la grossesse, à l'accouchement, au viol et au VIH/sida sont intensifiés par les crises; par ailleurs, les femmes sont aussi une source de force et dispensent des soins aux enfants, aux blessés et aux autres survivants.

- Des dizaines de femmes afghanes appartenant à des ONG, des groupes de la société civile et des entités gouvernementales ont assisté à une formation de cinq jours aux médias et au leadership organisée en mai à Kaboul par l'UNFPA, à l'intention des femmes en situation de post-conflit. Cette initiative a été reprise ensuite hors de Kaboul pour sensibiliser aux questions d'égalité des sexes et autonomiser les femmes en milieu rural.
- L'UNFPA et Marie Stopes International ont publié conjointement le numéro spécial de la *Revue de la migration forcée* sur la santé en matière de reproduction pour les personnes déplacées, qui a bénéficié d'un financement de l'UNFPA et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Tout en prenant acte des progrès réalisés dans la fourniture des soins de santé en matière de reproduction dans les interventions humanitaires, la revue lance des avertissements concernant la violence sexiste, les risques courus par les adolescents et les enfants et divers autres problèmes.



Mère et son nouveau-né en Afghanistan, où l'UNFPA s'efforce de réduire le taux élevé de la mortalité maternelle. Dans ce pays déchiré par la guerre, les femmes sont nombreuses à mourir de complications de la grossesse et de l'accouchement.



Une Indonésienne se voit remettre une trousse d'hygiène personnelle peu après la destruction de sa maison et de son village par le tsunami de décembre 2004.

TSUNAMIS : L'INTERVENTION DE L'UNFPA

L'UNFPA est déterminé à assurer la santé en matière de reproduction et le bien-être des rescapés des tsunamis du 26 décembre 2004 et à appuyer leurs efforts de relèvement. De nombreuses femmes enceintes risquent d'accoucher seules en raison des décès des sages-femmes et des dégâts causés aux établissements de santé. L'UNFPA œuvre avec les autorités nationales, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour rétablir les services de santé, assurer l'hygiène et la sécurité pour les femmes et les filles déplacées et dispenser des conseils aux gens traumatisés par la catastrophe.

Dans les pays les plus durement touchés, l'UNFPA a agi promptement pour répondre aux besoins immédiats de produits de santé en matière de reproduction : fournitures pour les accouchements sans danger, équipement de soins obstétriques d'urgence, contraceptifs et préservatifs pour éviter les grossesses non désirées et l'infection par le VIH.

En **Indonésie**, après la catastrophe, l'UNFPA a établi un bureau en Aceh et a fourni des trousse d'urgence, des médicaments, du matériel médical et des fournitures en vue de leur distribution par des ONG; 18 tonnes ont été expédiées les deux premiers mois

et l'effort se poursuit. L'une des premières priorités est d'aider les milliers de femmes enceintes logées dans des installations provisoires et qui seront 800 par mois, estime-t-on, à accoucher. Avec l'OMS, le ministère de la Santé et les bureaux de santé au niveau des provinces et des districts, l'UNFPA s'attachera à rétablir les services de santé en matière de reproduction de base, à dispenser des formations, à fournir du matériel et à réparer l'infrastructure dans les hôpitaux et les dispensaires, ainsi qu'à mettre en place des systèmes d'aiguillage pour les urgences obstétriques.

Le Fonds s'emploie aussi à améliorer l'accès aux services de santé pour les populations déplacées et isolées. Il a appuyé le rétablissement du bureau provincial d'Aceh de la Commission de coordination de la planification familiale nationale.

Une session de formation de conseillers est en cours dans deux centres de santé communautaires de Banda Aceh, pour mettre en place des programmes de conseils psychosociaux appuyés par l'UNFPA dans huit centres de santé communautaires dans les zones les plus dévastées de la province d'Aceh.

À **Sri Lanka**, l'UNFPA a aidé à établir des centres provisoires de services de santé en matière de reproduction et de planification familiales pour

remplacer les cliniques détruites. Il a expédié des fournitures pour assurer la santé maternelle et répondre aux autres besoins de santé en matière de reproduction; il s'attache également à lutter contre la violence sexiste dans les camps d'hébergement et fournit des conseils psychosociaux pour aider les sinistrés à s'adapter et à refaire leur vie.

Pour redonner leur dignité aux gens et répondre aux besoins humains élémentaires, le Fonds a œuvré avec le Conseil national des services de jeunesse pour conditionner et distribuer des milliers de trousse d'hygiène pour les femmes et les filles.

Aux **Maldives**, l'UNFPA a appuyé les déplacements d'équipes de conseillers auprès des communautés les plus durement frappées et a dispensé une formation aux soins psychosociaux aux travailleurs de la santé. Il a également appuyé l'établissement de sites d'hébergement sans danger pour les femmes et suivi la distribution de secours pour éviter l'exploitation.

En **Thaïlande**, l'UNFPA œuvre avec ses partenaires pour assurer la disponibilité de services de santé maternelle et infantile et de planification familiale de haute qualité dans des centres de santé et des cliniques mobiles à l'intention des groupes de population déplacés par les tsunamis, notamment pour les travailleurs migrants du Myanmar.



Pauvreté, population et développement

Contribution à l'élaboration de stratégies de population prospectives. Mise en évidence des relations entre la santé en matière de reproduction et l'atténuation de la pauvreté.

La réalisation des objectifs dont l'UNFPA se fait le champion, la santé en matière de reproduction, l'autonomisation des femmes, l'égalité, peut aider à libérer du piège de la pauvreté des millions de femmes et de familles et favoriser le développement humain. Au Caire, les pays ont convenu que la satisfaction des besoins de santé en matière de reproduction, notamment pour les familles et les communautés pauvres, et la stabilisation de la population du globe contribueraient dans une mesure appréciable au développement. Un ralentissement de la croissance démographique donnerait également aux communautés plus de temps et de ressources pour lutter contre la pauvreté tout en améliorant considérablement la santé des femmes.

Pauvreté, population et développement sont étroitement liés et les progrès dans chacun de ces domaines se renforcent mutuellement. L'UNFPA s'efforce de faire connaître ces relations, en particulier entre la pauvreté et la santé en matière de reproduction, et d'appuyer leur prise en compte dans les plans, politiques et rapports de développement nationaux. Les femmes pauvres sans accès à la planification familiale ne peuvent pas espacer les naissances ce qui limite leur aptitude à participer pleinement aux activités économiques génératrices de revenus. En permettant aux gens de choisir la taille de leur famille, il sera possible de ralentir la croissance démographique rapide qui va à l'encontre des efforts de réduction de la pauvreté dans les pays les plus pauvres.

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'UNFPA, guidé par le Programme d'action de la CIPD, a continué d'émettre des orientations stratégiques pour contribuer à la réalisation des objectifs adoptés au niveau international, et notamment celle des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Fonds sensibilise à l'importance fondamentale de l'accès universel aux services de santé en matière de reproduction pour l'accomplissement des OMD et de l'objectif primordial de l'élimination de la pauvreté. Il a également appuyé la production des rapports nationaux sur les OMD dans lesquels, en 2004, de nombreux pays ont intégré le débat sur la santé en matière de reproduction.

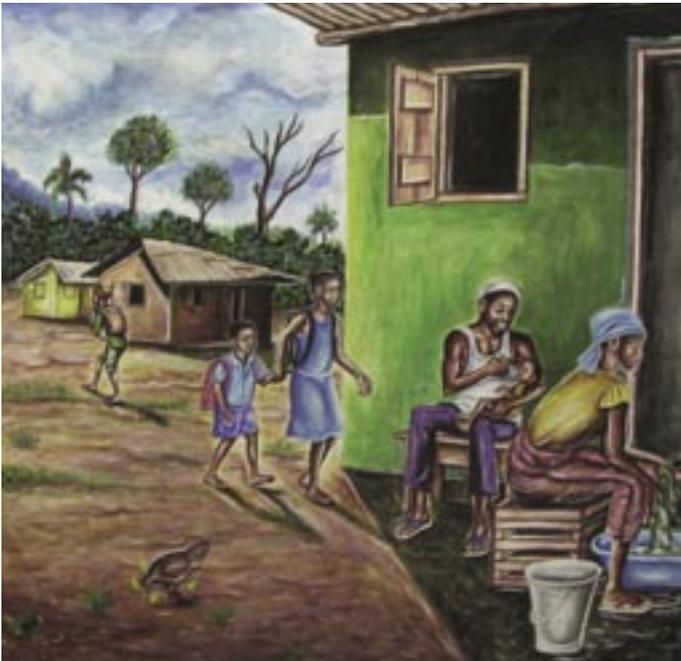
DONNÉES ET STRATÉGIES DE POPULATION

Le traitement des données constitue un domaine important des travaux de l'UNFPA, qui comprennent la conduite de recensements et le renforcement des systèmes de production, d'analyse et d'utilisation des données. La disponibilité de données exactes et actuelles permet aux planificateurs de prévoir les tendances. Au cours des 50 ans à venir, la population des 50 pays les moins avancés est appelée à tripler. La population mondiale vieillit, d'une part, mais elle comprend aussi la génération de jeunes la plus nombreuse de l'histoire de l'humanité, les populations les plus jeunes étant celles des pays les plus pauvres.

L'UNFPA a collaboré avec les pays pour suivre et analyser la répartition, la structure, la taille et la dynamique de leur population et pour faire usage de ces informations dans la planification des stratégies, des politiques et des programmes afin de répondre aux besoins des gens. Il a continué de promouvoir l'application d'une approche

sensible aux différences entre les sexes et la définition d'un ensemble commun d'indicateurs aux fins du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports nationaux.

- En juin 2004, l'UNFPA a publié les résultats d'une enquête mondiale sur les mesures prises par 166 pays pour mettre en œuvre le Programme d'action de la CIPD. Quelque 92 % des pays en développement et en transition économique et 82 % des pays donateurs y ont participé.
- L'UNFPA et le Programme ayant trait aux politiques sur les migrations internationales ont évalué les défis et les possibilités présentés par les mouvements de population et ont publié les résultats de leurs travaux conjoints dans *Meeting the Challenges of Migration: Progress since the ICPD*. Lancé en octobre, ce rapport porte sur les tendances des migrations, l'élaboration des politiques, la protection des réfugiés, le trafic des personnes, les données, le développement et les droits de l'homme.
- La première politique nationale de population du Cambodge, formulée avec le concours financier et technique de l'UNFPA, a été annoncée en février 2004. Elle est liée à la réalisation des OMD et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.
- Des sondages dans les domaines de la population, de la santé générale et de la santé en matière de reproduction ont été effectués avec l'appui de l'UNFPA dans 14 pays en 2004. Le Fonds a aidé à mobiliser près de 1 million de dollars pour mener une enquête en Éthiopie et a obtenu un soutien politique et l'appui de donateurs en Équateur.
- L'Union africaine a donné son aval à une nouvelle publication statistique, intitulée *State of African Population Report*, lors de son lancement par l'UNFPA au Sommet des chefs d'État et de gouvernement africains à Maputo (Mozambique) en juillet.



Affiche gagnante au Concours international d'affiches 2004 de l'UNFPA. Le thème du concours était : « Tenir la promesse : la CIPD a dix ans ». Les jeunes artistes avaient été invités à soumettre des œuvres représentant des femmes et des filles en bonne santé et ayant accès à l'éducation et aux opportunités économiques.

énumérateurs ont procédé aux travaux d'enquête auprès des ménages des 24 provinces du pays.

- Une vaste initiative entreprise en collaboration entre l'UNFPA et la Ligue des États arabes a abouti en 2004 à la création au sein de la Ligue d'une entité chargée de l'intégration des ressources du Projet pan-arabe de santé familiale (PAPFAM), qui était également financé par le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND). Cette entité administrera une base de données dynamique, fera fonction de centre de diffusion pour les indicateurs sociaux et fournira une assistance technique Sud-Sud.

- L'UNFPA a apporté son appui à l'analyse des données de recensement en Gambie, en Ouganda et en Tanzanie, où il a aidé les instances gouvernementales à faire un usage plus efficace des résultats des recensements dans la planification des politiques de population et de développement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'UNFPA a intensifié en 2004 ses efforts de sensibilisation aux relations qui existent entre la pauvreté et les questions de population, en soulignant les effets positifs que peuvent avoir la santé en matière de reproduction et la planification familiale sur le développement économique et social.

- L'UNFPA a collaboré avec divers gouvernements pour les aider à refléter dans leurs politiques et stratégies les relations qui existent entre la population et la pauvreté. En Gambie, la politique nationale de population a été révisée pour intégrer les questions liées au VIH/sida, au vieillissement et à la pauvreté ainsi que les indicateurs ayant trait à la population et aux OMD. Les plans de développement quinquennaux d'Oman, de la Turquie et du Yémen ont pris en considération les objectifs de la CIPD et les OMD. Le document stratégique de réduction de la pauvreté du Nicaragua comprend une stratégie axée sur la population pour les services aux communautés rurales les plus pauvres. En Érythrée, l'UNFPA a appuyé la formulation de politiques nationales de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire, d'éducation, de parité hommes-femmes et d'IST, y inclus du VIH/sida.

- L'UNFPA a appuyé la conception d'un programme de formation sur la population, l'égalité des sexes et le développement qui a été inscrit au cursus de l'Académie de gestion de la Mongolie en 2004.

À la mi-parcours de l'application du plan de la CIPD, les questions de population font partie intégrante des stratégies de développement de la plupart des pays. C'est là l'un des signes de progrès relevés dans le rapport de l'UNFPA sur l'État de la population mondiale 2004, qui signale que depuis le Caire, de nombreux pays ont adopté des lois pour protéger les droits des filles et des femmes, faire des services de santé en matière de reproduction une composante intégrale des soins de santé primaires et renforcer les mesures de prévention de l'infection par le

- L'UNFPA a collaboré avec un organisme de recherche public du Brésil pour produire des études sur la migration, la reproduction humaine et la problématique hommes-femmes, ainsi que sur les relations entre population, environnement, santé et emploi. Les résultats ont été présentés au Congrès latino-américain sur les études de population.

LES RECENSEMENTS DANS LA PLANIFICATION

L'UNFPA fournit une assistance financière et technique aux activités de recensement et d'analyse des données démographiques qui sont d'une importance essentielle pour planifier le développement et pour répondre aux besoins de base dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement.

- Au Timor-Leste, qui ne dispose pas de système d'adresses établi, le premier recensement de population officiel a été mené avec l'appui de l'UNFPA en faisant usage de l'imagerie par satellite et d'autres technologies de pointe, notamment de photographie aérienne et de codage par système de positionnement géographique. En outre, près de 4 000 énumérateurs se sont rendus auprès de ménages en juillet pour recueillir des données démographiques, sociales et économiques qui seront utilisées à des fins de planification.

- L'Institut national de statistique du Cambodge a bénéficié de l'assistance de l'UNFPA pour effectuer une enquête en vue de la mise à jour du dernier recensement général de population mené en 1998. En mars, plus de 900

VIH. Le rapport de cette année, *Le consensus du Caire, 10 ans après : la population, la santé en matière de reproduction et l'effort mondial pour éliminer la pauvreté*, demande également aux pays donateurs d'honorer les promesses financières faites à la CIPD, qui sont d'une importance critique pour fournir des services de planification familiale, réduire les décès maternels, prévenir l'infection par le VIH et répondre aux besoins des jeunes et des pauvres.

JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION

Le 11 juillet, depuis 15 ans, à l'occasion de la Journée mondiale de la population, les bureaux de l'UNFPA de toutes les régions du monde sensibilisent le public aux questions de population et de développement. En 2004, les événements organisés ce jour-là ont mis l'accent sur la maternité sans risques et sur l'amélioration de la situation des filles et des femmes que promet d'apporter l'application de la CIPD. L'affiche produite pour cette journée proclamait : « À chaque minute, une mère disparaît » et attirait l'attention sur l'impact de la mortalité maternelle sur les familles.

- Les événements organisés au Bangladesh sont allés d'un défilé de 10 000 personnes à l'émission d'un nouveau timbre-poste. À Dacca, 2 500 représentants d'instances

gouvernementales, d'ONG et de la société civile et 1 500 agents de planification familiale opérant sur le terrain ont participé à des débats.

- Au Brésil, parmi les manifestations de la journée, figuraient une table ronde sur les objectifs de la CIPD, le lancement d'un CD-ROM sur les droits en matière de reproduction et la loi, et la publication d'un compendium d'articles parus et d'allocutions prononcées sur les questions de population au cours de la décennie écoulée depuis le Caire.
- Lors d'un symposium de haut niveau en Iran, les intervenants ont souligné la nécessité de préserver l'équilibre entre la population et les ressources nationales et ils ont débattu des relations importantes entre population et développement durable. L'événement, organisé à l'université de Téhéran, a réuni un grand nombre d'étudiants et de représentants des autorités, des ONG et du corps diplomatique.
- Des ministres, des parlementaires et des représentants d'ONG et d'organismes des Nations Unies au Zimbabwe se sont réunis le 11 juillet pour évaluer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de la CIPD. Des interviews télévisées, des articles dans la presse nationale et un jeu télévisé avec participation des jeunes téléspectateurs ont été consacrés aux questions de population.

Photo : Marie Dorigny/REA



Jeunes habitants de taudis en Éthiopie. Les jeunes représentent un quart des 1,2 milliard d'habitants de la planète qui vivent dans une extrême pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu de moins d'un dollar par jour. Les programmes appuyés par l'UNFPA combinent la formation professionnelle et l'information et les services de santé en matière de reproduction.

ICPD at 10

Commemorative Exhibition: Fazal Sheikh



2004 marks the 10th anniversary of the groundbreaking International Conference on Population and Development (ICPD) in Cairo. The conference was a landmark event in the history of population and development, as it was the first time that women's voices were heard in a global forum. The conference led to the adoption of the Programme of Action, which set out a comprehensive agenda for population and development, including the need to respect the rights of women and girls and to support women's empowerment.

2004 marks the 10th anniversary of the groundbreaking International Conference on Population and Development (ICPD) in Cairo. The conference was a landmark event in the history of population and development, as it was the first time that women's voices were heard in a global forum. The conference led to the adoption of the Programme of Action, which set out a comprehensive agenda for population and development, including the need to respect the rights of women and girls and to support women's empowerment.



Renforcement de l'appui

Expansion d'un partenariat mondial pour le développement.
Mobilisation de fonds pour répondre aux besoins des plus pauvres
et des plus vulnérables.

Les hommes, femmes, communautés et nations du monde entier ont célébré le succès du consensus du Caire sur la population et le développement, dont ils ont reconnu la pertinence constante et ils ont renouvelé leur promesse de réaliser ses objectifs. De fermes déclarations de soutien ont été émises par les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les ONG, le secteur privé, les parlementaires et les particuliers. Tout au long de l'année 2004, ils ont réaffirmé la valeur des principes, des objectifs et des actions de la CIPD et ont promis d'accorder des appuis tant politiques que financiers pour assurer la réalisation de la vision de la CIPD au cours de la décennie à venir.

Le soutien apporté aux travaux de l'UNFPA témoigne de la profondeur et de la diversité des relations de travail établies par le Fonds durant la première décennie de mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD. Les célébrations du 10^e anniversaire ont été pour l'UNFPA l'occasion de remercier les multiples partenaires qui se sont joints à lui au fil des ans et qui ont participé aux efforts d'amélioration de la qualité de la vie, de promotion des droits de l'homme et de réduction de la pauvreté. En 2004, le Fonds a reçu des contributions de 166 pays, nombre record.

10^e ANNIVERSAIRE DE LA CIPD

L'Assemblée générale des Nations Unies a commémoré le 10^e anniversaire de la CIPD par une manifestation spéciale, le 14 octobre 2004. Les ministres et d'autres représentants officiels des plus de 60 pays qui y ont pris la parole ont réitéré publiquement leur soutien en faveur du Programme d'action de la CIPD. Les dirigeants mondiaux ont émis une déclaration réaffirmant la vision du plan du Caire et demandant l'octroi de fonds pour en poursuivre la mise en œuvre. La journée a également été marquée par une table ronde sur la migration et par une exposition de photographies de Fazal Sheikh illustrant la détresse des réfugiés. Un autre événement de niveau mondial a été la réunion en mars de la Commission de la population et du développement, qui est l'une des entités des Nations Unies chargée d'examiner et d'évaluer la mise en œuvre du programme de la CIPD. Une résolution de la Commission a souligné l'importance des questions de population et de la santé en matière de reproduction pour le développement.

Les États ont renouvelé avec enthousiasme leur engagement en faveur du Programme d'action de la CIPD lors d'une série de réunions régionales tenues en 2004. La Cinquième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique avait eu lieu précédemment à Bangkok (Thaïlande) en décembre, sous l'égide de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et avait abouti à l'adoption d'un Plan d'action sur la population et la pauvreté.

- Le Forum européen sur la population, organisé par la Commission économique pour l'Europe et l'UNFPA et accueilli à Genève en janvier par le Gouvernement suisse, a évalué les progrès du programme de la CIPD.
- La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui réunit 41 États et sept membres associés, s'est réunie en juin à San Juan (Porto Rico) et a réaffirmé le soutien de ses membres en faveur du plan de la CIPD dans une résolution avalisant une déclaration que ceux-ci avaient adoptée précédemment en mars à Santiago (Chili).

- Tous les pays d'Afrique ont réaffirmé leur ferme attachement au plan de la CIPD dans la Déclaration de Dakar, issue d'une réunion de la Commission économique pour l'Afrique tenue à Dakar (Sénégal) en juin.

- En novembre, à Beyrouth (Liban), le Forum arabe sur la population, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, a émis la Déclaration de Beyrouth réaffirmant l'engagement de la région en faveur du Programme d'action de la CIPD.

GOUVERNEMENTS

En 2004, 166 pays ont contribué à l'UNFPA, signe de l'appui croissant des gouvernements. La plus forte contribution pour l'année, plus de 112 millions de dollars au titre des ressources ordinaires et en fonds réservés, a été accordée par le Gouvernement des Pays-Bas.

Les gouvernements de 126 pays, zones et territoires ont sollicité l'assistance de l'UNFPA en 2003, pour la mise en œuvre de programmes de santé en matière de reproduction et de population et pour sensibiliser à ces questions.

Les parlementaires ont exprimé leur soutien en faveur du plan de la CIPD lors de nombreux événements. En octobre, 130 parlementaires et ministres des 90 pays se sont assemblés à Strasbourg (France), à la Conférence internationale des parlementaires de 2004 sur la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD pour examiner les progrès accomplis et réaffirmer leur attachement au plan de la CIPD et ils ont émis la Déclaration d'engagement de Strasbourg. Aussi en octobre, une réunion des ministres de la coopération au développement de l'Union européenne tenue près de Maastricht (Pays-Bas) a réaffirmé l'importance centrale de la santé et des droits en matière de reproduction dans les efforts de lutte contre la pauvreté et souligné la pertinence du plan du Caire pour la réalisation des OMD.

Une alliance de 20 pays en développement axée sur la coopération Sud-Sud dans les domaines de la planification

familiale et de la santé en matière de reproduction a marqué son 10e anniversaire en septembre. L'UNFPA s'est joint à Partners in Population and Development, formé à la CIPD en 1994, pour lancer la Journée Sud-Sud en célébration des partenariats qui facilitent les échanges d'information et d'expériences entre pays en développement.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Partenaires appréciées, du niveau local au niveau mondial, les organisations non gouvernementales (ONG) ont tiré parti de l'anniversaire de la CIPD pour sensibiliser le public aux questions de population. En générant la volonté politique ainsi que des contributions financières, elles ont continué de faire progresser les travaux de l'UNFPA et le consensus du Caire.

Elles ont réaffirmé leur attachement au plan d'action de la CIPD lors qu'une table ronde mondiale à laquelle ont assisté 700 participants venus de 109 pays. La réunion a été tenue à Londres en août sous l'égide de Countdown 2015 [Compte à rebours 2015], initiative de Family Care International, de l'IPPF, de Population Action International et de nombreux autres partenaires. La table ronde a émis une déclaration ainsi que des recommandations en vue de l'accélération et de l'amplification de la mise en œuvre du plan de la CIPD. Elle a également pro-

duit un Carnet de notes qui a évalué les performances des pays par rapport à leurs engagements à cet égard.

Les contributions à la campagne des 34 millions d'amis de l'UNFPA ont dépassé les 2 millions de dollars au début août. Ce mouvement a pris de l'ampleur depuis sa fondation par deux Américaines, Jane Roberts et Lois Abraham, en juillet 2002.

ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Avec d'autres organismes des Nations Unies, l'UNFPA a continué en 2004 d'explorer de nouvelles possibilités de renforcer leur coopération et de mieux s'appuyer sur les avantages comparatifs et les mandats de chacun, pour en tirer parti de manière optimale. L'harmonisation et la simplification des règles et des procédures, l'amélioration de la cohésion au sein des équipes de pays des Nations Unies et l'appui au système des coordonnateurs résidents se situent parmi les efforts de l'UNFPA, sous leurs multiples aspects, orientés dans le sens des partenariats et d'une programmation pleinement coopérative. L'UNFPA a participé activement aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement Group, dont il est l'un des membres fondateurs, et a œuvré en étroite collaboration avec ses partenaires de l'ONUSIDA.

FONDATIONS

La Fondation pour les Nations Unies (FNU), établie par l'entrepreneur américain Ted Turner, a exercé son leadership dans le cadre des activités des ONG à l'occasion de l'anniversaire de la CIPD. La FNU et la Summit Foundation ont également joué un rôle directeur dans l'élaboration de la Déclaration des dirigeants mondiaux à l'appui de la CIPD.

La FNU a octroyé à l'UNFPA un don de 3 millions de dollars pour appuyer ses activités de plaidoyer et de sécurité de l'approvisionnement au niveau mondial. Au Népal, elle a contribué 335 000 dollars à un programme conjoint de l'UNFPA et de l'Agence technique de coopération au développement allemande (GTZ) visant à améliorer la qualité des soins de santé en matière de reproduction. En outre, sur financement d'organisations philanthropiques indiennes basées aux États-Unis, la FNU a fait un don à l'UNFPA pour appuyer les efforts déployés par le Population Council pour trouver des alternatives au mariage précoce en Inde.

La Fondation Bill & Melinda Gates a continué de soutenir l'Alliance pour la jeunesse africaine, qui a œuvré dans quatre pays pour élargir l'accès des jeunes à la santé, à l'éducation et à la préparation à la vie quotidienne.

Au nombre des nouveaux partenaires de l'UNFPA pour 2004 figurent les entreprises parraines de la Campagne pour éliminer les fistules, à savoir Virgin Unite, fondée par Richard Branson du Groupe des sociétés Virgin, et le bureau londonien de l'agence de publicité Young & Rubicam, qui mettra ses services créatifs à la disposition

Photo : Ephrem Cruz/UNFPA



La veille d'une session spéciale des Nations Unies consacrée à l'examen des progrès accomplis en 10 ans dans la réalisation des objectifs de la CIPD, tout un groupe de dirigeants mondiaux a émis une déclaration d'appui. Parmi les personnalités présentes à une conférence de presse du 13 octobre figuraient (de g. à dr.) : Timothy Wirth, Président de la Fondation pour les Nations Unies; Hans van den Broek (Pays-Bas), Envoyé spécial de la Présidence de l'Union européenne; Louise Fréchette, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies; Ted Turner, Président de Turner Enterprises; et Thoraya Ahmed Obaid, Directrice exécutive de l'UNFPA.



L'ambassadrice itinérante de l'UNFPA Yuko Arimori, du Japon, marathonnienne double médaille d'or des Jeux Olympiques, au cours d'une visite à un projet de microcrédit de l'UNFPA dans le village de Muniguda (Inde) en juin. Elle est entourée de membres d'un groupe féminin local qui encourage les villageoises à aller accoucher dans les maternités pour réduire les taux de mortalité maternelle. Son voyage de 10 jours en Inde a fait l'objet d'une large couverture par les médias japonais et ses interviews radio-télévisées ont atteint, estime-t-on, 23 millions de personnes.

de l'UNFPA pour sensibiliser le public britannique au problème des fistules obstétricales.

LA COLLABORATION AVEC LES UNIVERSITÉS

L'UNFPA et l'université Columbia ont continué de coopérer au projet Faire de la maternité sans risques une réalité, en fournissant un appui technique et financier en Inde, au Maroc, au Mozambique et au Nicaragua par l'entremise du Programme pour éviter la mortalité et l'invalidité maternelles. L'UNFPA a œuvré avec l'Université américaine de Beyrouth dans le cadre d'un projet régional d'intégration dans les programmes pour les jeunes de l'éducation à la santé en matière de reproduction, y inclus pour lutter contre le VIH/sida. Les approches efficaces de la prévention de l'infection par le VIH chez les jeunes ont fait l'objet d'une consultation mondiale menée avec des partenaires du Fonds, notamment la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Également en 2004, l'UNFPA et l'université Johns Hopkins ont formulé un Forum aux questions sur le bon usage et l'utilisation systématique des préservatifs masculin et féminin qui servira dans les programmes de promotion des préservatifs. L'UNFPA a continué de travailler avec l'Institut démographique interdisciplinaire néerlandais pour suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de la CIPD dans le domaine de la mobilisation des ressources.

LES PERSONNALITÉS

Les ambassadeurs itinérants de l'UNFPA attirent l'attention du public et des décideurs sur les besoins des populations des pays en développement notamment pour ce qui a trait aux droits et à la santé en matière de reproduction. Ils rappellent également aux gouvernements donateurs les promesses faites au Caire d'accroître leurs contributions financières pour appuyer la mise en œuvre du plan de la CIPD.

L'ambassadrice itinérante de l'UNFPA **Goedele Liekens**, de Belgique, s'est rendue en mai en Afghanistan, à Kaboul, pour visiter des projets de réfection de l'hôpital de Khair Khana, du Centre de formation professionnelle des femmes au ministère des Affaires féminines et du Bureau central des statistiques, projets exécutés avec le soutien de l'UNFPA. **Alfred Biolek**, éminente personnalité de la télévision allemande et ambassadeur itinérant de l'UNFPA a présenté une facture géante au secrétaire d'État du ministère allemand pour le Développement et la Coopération économique, Erich Stather. L'événement avait été organisé pour attirer l'attention sur la somme que doit encore verser le Gouvernement allemand pour honorer ses engagements de financement des programmes de population et de santé en matière de reproduction.

PRIX EN MATIÈRE DE POPULATION

Le Prix des Nations Unies en matière de population de 2004 a été attribué au démographe de renommée internationale John C. Caldwell et à l'Hôpital de traitement de la fistule d'Addis-Abeba, établissement pionnier du traitement des complications de l'accouchement. Ce prix est décerné tous les ans à des particuliers et à des institutions qui apportent par leur travail des contributions exceptionnelles dans le domaine de la population et de l'amélioration de la santé et du bien-être des gens.

Ressources et gestion

Présence de l'UNFPA dans le monde

L'UNFPA D'UN COUP D'OEIL : 2004

L'UNFPA a été actif dans 126 pays, zones et territoires par l'intermédiaire de son siège de New York et de ses bureaux régionaux et de pays dans le monde entier. L'UNFPA a aussi des bureaux à Bruxelles, Copenhague, Genève, Tokyo et Washington, D.C.

Bureaux de pays : **112**

Équipes d'appui technique aux pays : **9**

Postes de par le monde : **972**

Pourcentage de postes situés sur le terrain : **76 %**

GROUPE A

Pays ayant le plus besoin d'assistance pour réaliser les objectifs fixés par la CIPD.

AFRIQUE

Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria

Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

ÉTATS ARABES/EUROPE

Djibouti
Somalie
Soudan
Territoires palestiniens occupés
Yémen

ASIE/PACIFIQUE

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Inde
Maldives
Myanmar
Népal
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
RDP lao
Timor-Leste

AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES

Haïti
Honduras

GROUPE B

Pays ayant fait des progrès appréciables sur la voie de la réalisation des objectifs fixés par la CIPD.

AFRIQUE

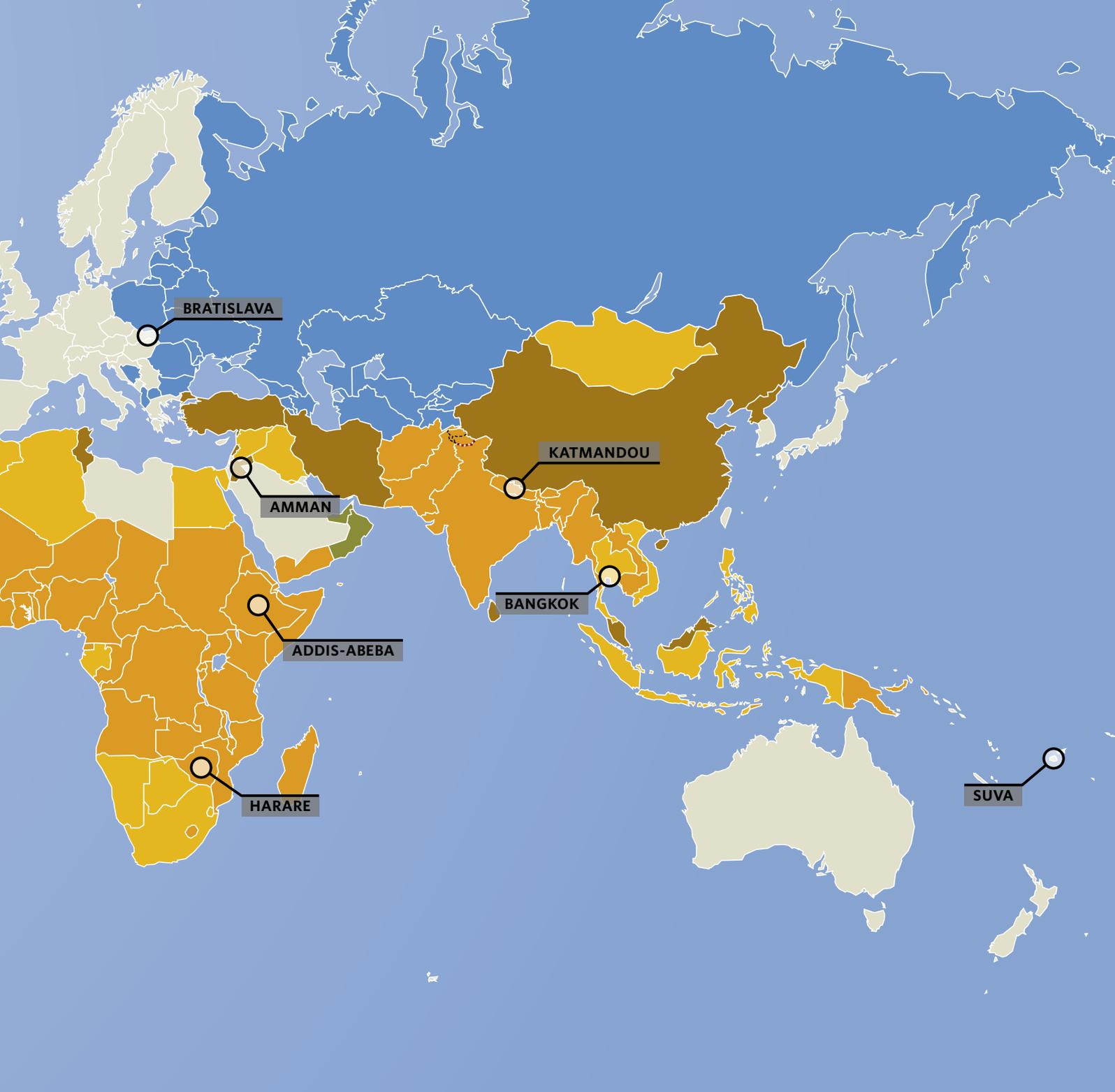
Afrique du Sud
Botswana
Gabon
Namibie
Swaziland

ÉTATS ARABES/EUROPE

Algérie
Égypte
Iraq
Maroc
République arabe syrienne

ASIE/PACIFIQUE

Indonésie
Mongolie
Philippines
Thaïlande
Viet Nam



AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES

Bolivie
El Salvador
Équateur
Guatemala
Guyana
Mexique
Nicaragua
Paraguay
Pérou
Venezuela

GROUPE C

Pays ayant fait des progrès considérables sur la voie de la réalisation des objectifs fixés par la CIPD.

AFRIQUE

Maurice

ÉTATS ARABES/EUROPE

Jordanie
Liban
Tunisie
Turquie

ASIE/PACIFIQUE

Chine
Îles du Pacifique
Malaisie
Rép. islamique d'Iran
Rép. dém. de Corée
Sri Lanka

AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES

Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Panama
République dominicaine

GROUPE O

Autres pays et territoires

AFRIQUE

Seychelles

ÉTATS ARABES/EUROPE

Émirats arabes unis
Oman

AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES

Argentine
Brésil
Caraïbes anglophones et néerlandophones
Uruguay

GROUPE T

Pays dont l'économie est en transition.

ÉTATS ARABES/EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Belarus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Estonie

Fédération de Russie

Géorgie
Kazakhstan
Khirgizistan
Kosovo
Lettonie
Lituanie
Moldova
Ouzbékistan
Pologne
Roumanie
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine

Les désignations retenues et la présentation générale de cette carte n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'UNFPA concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone ni de leurs autorités, non plus que concernant la délimitation de ses frontières. La ligne pointillée représente approximativement la ligne de démarcation au Jammu-et-Cachemire acceptée par l'Inde et le Pakistan. Les parties ne sont pas encore parvenues à un accord sur le statut final du Jammu-et-Cachemire.

Un nombre record de donateurs, 166 pays, a contribué à l'UNFPA en 2004. Le total de leurs contributions a franchi la barre des 500 millions de dollars pour la première fois de l'histoire du Fonds, ce qui reflète en partie la confiance des donateurs dans la fermeté de l'attachement de l'UNFPA au Programme d'action de la CIPD et dans l'efficacité avec laquelle le Fonds traduit cet attachement en actions et en résultats concrets. L'UNFPA est la principale source d'assistance en matière de population financée par la communauté internationale. Il gère directement un quart de l'assistance mondiale aux pays en développement.

REVENUS

Le revenu total pour 2004 (revenu ordinaire et ressources diverses) a été de 506,1 millions de dollars, contre 397,9 millions de dollars pour 2003.

Le revenu ordinaire a été de 331,6 millions de dollars en 2004, soit une augmentation de 13,4 % par rapport au revenu de 2003 qui était de 292,3 millions de dollars. Cette somme comprend 322,5 millions de dollars en contributions volontaires provenant des pays donateurs, 3,5 millions de dollars de revenus en intérêts et 5,6 millions de dollars de revenus d'autres sources. Les ressources ordinaires alimentent l'essentiel des activités de l'UNFPA, soutenant en permanence les programmes de pays du Fonds dans les pays en développement, avant tout par les annonces de contributions des gouvernements. Elles servent aussi à appuyer et à gérer les programmes et à administrer l'organisation.

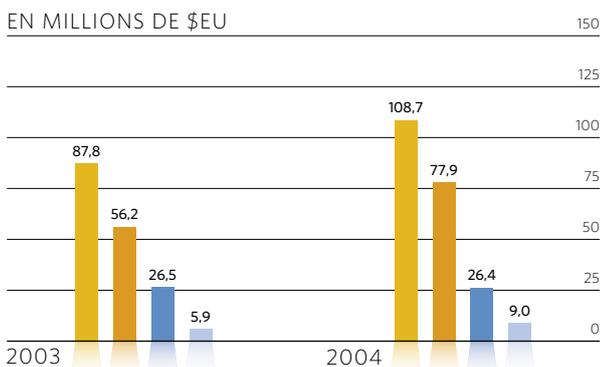
Les contributions diverses de 2004 se sont élevées à 174,5 millions de dollars, soit une augmentation de 65,2 % par rapport aux 105,6 millions de 2003. Les chiffres de

2004 comprennent les intérêts et autres revenus, pour 3,1 millions de dollars. Le revenu des autres sources, qui est alloué à des activités déterminées, provient des fonds d'affectation spéciale, des accords de participation aux coûts, des services d'achat et d'autres fonds à contributions conditionnelles.

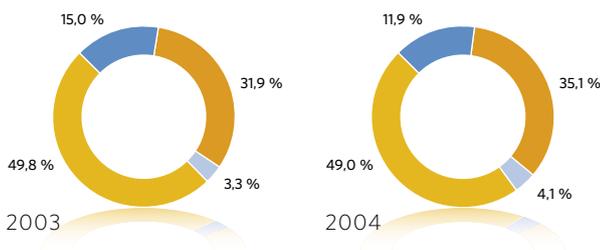
DÉPENSES

Les dépenses au titre des projets (ressources ordinaires) ont atteint pour 2004 le chiffre total de 221,9 millions de dollars, contre 176,4 millions de dollars pour 2003. Le chiffre de 2004 comprend 181,6 millions de dollars pour les programmes de pays, contre 140,5 millions de dollars pour 2003, et 40,3 millions de dollars pour les programmes multinationaux (régionaux et interrégionaux), contre 35,9 millions de dollars pour 2003. Les dépenses de services d'appui administratif et opérationnel ont représenté 6,4 millions de dollars et les dépenses de services techniques consultatifs 19,4 millions de dollars.

ASSISTANCE DE L'UNFPA PAR AGENT D'EXÉCUTION



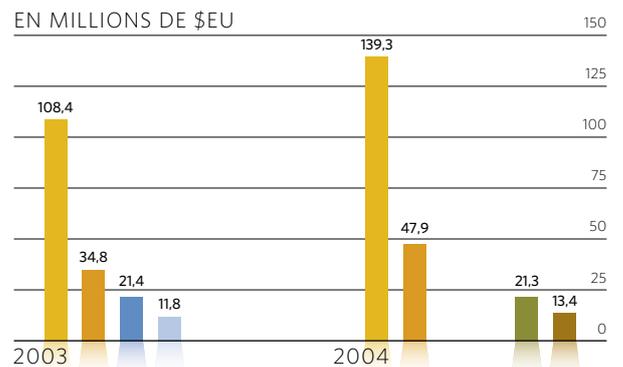
EN POURCENTAGE



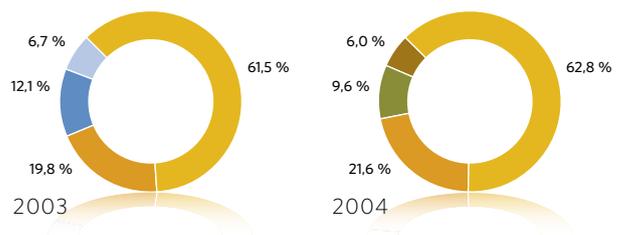
UNFPA* Projets exécutés par les gouvernements
Organisations non gouvernementales Organismes des Nations Unies

* Comprend une assistance aux programmes d'achat pour des projets gouvernementaux d'un montant de \$27,7 millions (2003, \$19,5 millions)

ASSISTANCE DE L'UNFPA PAR DOMAINE DE PROGRAMME



EN POURCENTAGE



Santé en matière de reproduction / Planification familiale
Stratégies en matière de population et de développement Plaidoyer
Multisectoriel Coordination et appui des programmes
Égalité des sexes et autonomisation des femmes

Sur le montant total des dépenses, l'UNFPA a affecté 139,3 millions de dollars à l'aide à la santé en matière de reproduction et à la planification familiale, 47,9 millions de dollars aux stratégies de population et de développement, 13,4 millions de dollars à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et 21,3 millions de dollars à la coordination et à l'appui des programmes. Ces dépenses ont été autorisées par la Directrice exécutive, pour donner suite aux recommandations approuvées par le Conseil d'administration concernant l'assistance aux programmes.

DÉPENSES PAR RÉGIONS

En 2004, l'UNFPA a fourni son appui à 126 pays, régions et territoires en développement et pays à économie en transition : 45 en Afrique subsaharienne, 37 dans les États arabes et en Europe, 21 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 23 en Asie et dans le Pacifique. L'Afrique subsaharienne a reçu le pourcentage le plus élevé de l'assistance de l'UNFPA (78,1 millions de dollars), suivie par l'Asie et le Pacifique (65,9 millions de dollars), les États arabes et l'Europe (28,7 millions de dollars) et l'Amérique latine et les Caraïbes (21,1 millions de dollars). L'assistance fournie au niveau interrégional et mondial s'est élevée à 28,1 millions de dollars.

RESSOURCES HUMAINES

Dans le monde entier, l'UNFPA compte 972 fonctionnaires autorisés par le budget et environ 47 % des membres du personnel de la catégorie des administrateurs sont des femmes, ce qui est l'un des pourcentages les plus élevés au sein du système des Nations Unies.

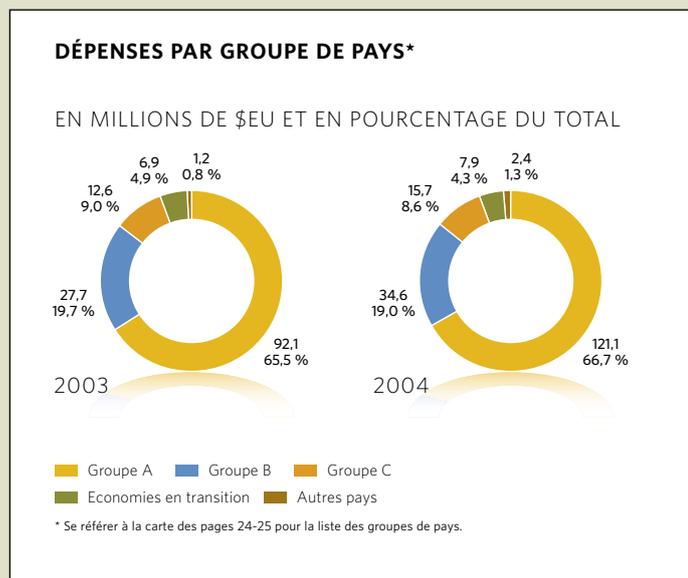
Neuf groupes pluridisciplinaires d'experts conseils ont fourni une assistance technique spécialisée au niveau des régions et des pays. Ces Équipes d'appui technique aux pays sont basées à Addis-Abeba, Amman, Bangkok, Bratislava, Dakar, Harare, Katmandou, Mexico et Suva. Les conseillers sont spécialisés en santé en matière de reproduction, VIH/sida, logistique et gestion de l'appro-

visionnement, sexospécificité, activités de plaidoyer et d'autres disciplines techniques.

Deux retraites régionales à l'intention du personnel de l'UNFPA ont été consacrées à la promotion des droits de la personne selon des approches sensibles aux spécificités culturelles. Ces réunions ont eu lieu au Ghana en avril et en Égypte en septembre. L'UNFPA a également élaboré un manuel de formation sur la culture et les droits de la personne.

Une réunion mondiale du personnel des bureaux de pays et du siège de l'UNFPA a eu lieu en novembre 2004. Elle visait en particulier à positionner l'organisation pour la deuxième décennie de la mise en œuvre du plan de la CIPD. Elle a affirmé l'orientation stratégique du Fonds et a recommandé la mobilisation de partenariats renforcés et la poursuite de l'amélioration de l'efficacité et de la responsabilité, dans le cadre de la participation aux réformes et à l'harmonisation des Nations Unies.

Tous les chiffres cités dans le texte et les tableaux du présent rapport sont des chiffres provisoires.



REVENUS ET DÉPENSES DE L'UNFPA 2004

EN MILLIONS DE \$EU

REVENUS	
RESSOURCES ORDINAIRES	
Contributions volontaires	322,5
Revenus en intérêt	3,5
Autres contributions	5,6
Total, Revenus ordinaires	331,6
CONTRIBUTIONS DIVERSES	
Fonds d'affectation spéciale	94,5
Accords de participation aux coûts	36,6
Autres fonds	40,3
Intérêts et contributions diverses	3,1
Total, Contributions diverses	174,5
TOTAL, REVENUS	506,1
DÉPENSES	
RESSOURCES ORDINAIRES	
Dépenses engagées au titre des projet	221,9
Programme d'appui technique	19,4
Total, Dépenses engagées au titre des programmes	241,3
Total, Dépenses diverses, y compris le BSB*	77,3
Total, Dépenses ordinaires	318,6
AUTRES RESSOURCES	
Dépenses engagées au titre des projets	132,9
Total, Dépenses engagées au titre des programmes	132,9
Total, Autres dépenses	0,0
Total, Dépenses engagées au titre des ressources diverses	132,9
TOTAL, DÉPENSES	451,5
REVENUS PAR RAPPORT AUX DÉPENSES	54,6

* Budget d'appui biennal

LES 20 PRINCIPAUX DONATEURS DE L'UNFPA EN 2004* CONTRIBUTION EN MILLIONS DE \$EU

DONATEURS	CONTRIBUTION AUX RESSOURCES ORDINAIRES ¹	CONTRIBUTION AUX AUTRES RESSOURCES ²	MONTANT TOTAL DE LA CONTRIBUTION
Pays-Bas	72 205 489	39 809 054	112 014 543
Japon	39 517 000	1 000 000	40 517 000
Royaume-Uni	36 789 071	4 996 150	41 785 221
Suède	35 941 524	5 665 736	41 607 260
Norvège	33 177 749	2 727 601	35 905 350
Danemark	29 588 149	3 214 038	32 802 187
Allemagne	17 704 075	1 220 729	18 924 804
Finlande	15 936 019	2 652 520	18 588 539
Suisse	9 945 614	1 014 625	10 960 239
Canada	9 632 353	2 318 998	11 951 351
Belgique	3 816 794	-	3 816 794
Irlande	3 157 960	428 615	3 586 575
Italie	2 818 627	-	2 818 627
Nouvelle-Zélande	1 877 840	1 780 394	3 658 234
Australie	1 734 540	150 830	1 885 370
France	1 492 762	-	1 492 762
Luxembourg	1 121 951	1 885 934	3 007 885
Chine	900 000	-	900 000
Mars Trust	900 000	-	900 000
Espagne	793 759	-	793 759

* Les contributions sont évaluées en dollars des États-Unis au moment de leur versement, sur la base du taux de change opérationnel des Nations Unies (classées par ordre décroissant des ressources ordinaires).

1 Contributions reçues en 2004.

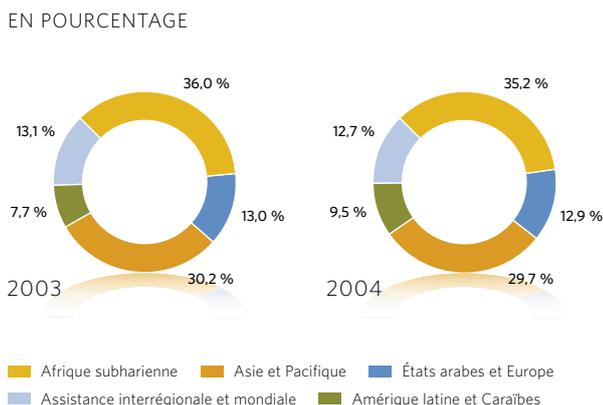
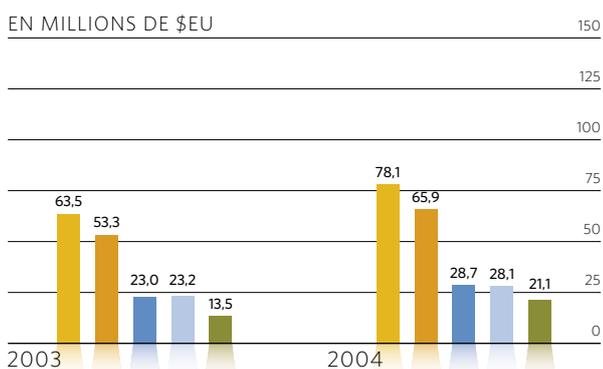
2 Versements reçus au titre des ressources diverses (fonds d'affectation spéciale et participation aux coûts).

DÉPENSES DE L'UNFPA POUR 2003 ET 2004, PAR RÉGION RESSOURCES ORDINAIRES*

RÉGION	EN MILLIONS US\$		EN % DU MONTANT TOTAL DU PROGRAMME	
	2003	2004	2003	2004
AFRIQUE SUBSAHARIENNE				
PAR GRAND DOMAINE D'ACTIVITÉ				
Santé en matière de reproduction	38,3	42,7	60,4	54,7
Stratégies en matière de population et de développement	16,4	23,9	25,8	30,6
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-	4,6	-	5,9
Coordination et appui des programmes	-	6,9	-	8,8
Plaidoyer	3,7	-	5,8	-
Multisectoriel	5,1	-	8,0	-
Total	63,5	78,1	100,0	100,0
ACTIVITÉS PAR GROUPE DE PAYS				
GROUPE A	55,9	70,6	96,1	96,3
GROUPE B	2,1	2,7	3,7	3,6
GROUPE C	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres pays	-	-	0,1	-
Total, Activités de pays	58,2	73,3	100,0	100,0
Activités de pays	58,2	73,3	91,6	93,9
Activités régionales	5,3	4,8	8,4	6,1
Total, Région	63,5	78,1	100,0	100,0
ÉTATS ARABES ET EUROPE				
PAR GRAND DOMAINE D'ACTIVITÉ				
Santé en matière de reproduction	16,4	18,6	71,4	64,8
Stratégies en matière de population et de développement	4,1	5,4	17,7	18,8
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-	1,6	-	5,5
Coordination et appui des programmes	-	3,1	-	11,0
Plaidoyer	1,3	-	5,9	-
Multisectoriel	1,2	-	5,0	-
Total	23,0	28,7	100,0	100,0
ACTIVITÉS PAR GROUPE DE PAYS				
GROUPE A	5,0	8,0	25,2	29,9
GROUPE B	6,1	8,5	30,7	31,8
GROUPE C	1,8	2,3	9,3	8,6
Économies en transition	6,9	7,9	34,9	29,6
Autres pays	-	-	-	0,1
Total, Activités de pays	19,8	26,5	100,0	100,0
Activités de pays	19,8	26,5	86,3	92,4
Activités régionales	3,2	2,2	13,7	7,6
Total, Région	23,0	28,7	100,0	100,0
ASIE ET PACIFIQUE				
PAR GRAND DOMAINE D'ACTIVITÉ				
Santé en matière de reproduction	38,3	45,6	71,8	69,2
Stratégies en matière de population et de développement	7,1	12,3	13,3	18,6
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-	3,2	-	4,9
Coordination et appui des programmes	-	4,8	-	7,3
Plaidoyer	5,6	-	10,6	-
Multisectoriel	2,3	-	4,3	-
Total	53,3	65,9	100,0	100,0
ACTIVITÉS PAR GROUPE DE PAYS				
GROUPE A	30,0	39,6	59,0	62,5
GROUPE B	12,4	13,9	24,3	22,0
GROUPE C	8,5	9,8	16,6	15,5
Autres pays	-	-	-	-
Total, Activités de pays	50,9	63,3	100,0	100,0
Activités de pays	50,9	63,3	95,4	96,0
Activités régionales	2,4	2,6	4,6	4,0
Total, Région	53,3	65,9	100,0	100,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES				
PAR GRAND DOMAINE D'ACTIVITÉ				
Santé en matière de reproduction	7,4	11,0	54,8	52,4
Stratégies en matière de population et de développement	3,9	4,8	28,6	22,8
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-	2,9	-	13,7
Coordination et appui des programmes	-	2,3	-	11,1
Plaidoyer	1,2	-	8,7	-
Multisectoriel	1,1	-	8,0	-
Total	13,5	21,1	100,0	100,0
ACTIVITÉS PAR GROUPE DE PAYS				
GROUPE A	1,2	3,0	10,1	16,2
GROUPE B	7,1	9,6	60,9	51,9
GROUPE C	2,2	3,5	19,3	19,0
Autres pays	1,1	2,4	9,6	12,9
Total, Activités de pays	11,6	18,4	100,0	100,0
Activités de pays	11,6	18,4	86,4	87,4
Activités régionales	1,8	2,7	13,6	12,6
Total, Région	13,5	21,1	100,0	100,0
NIVEAUX INTERRÉGIONAL ET MONDIAL				
PAR GRAND DOMAINE D'ACTIVITÉ				
Santé en matière de reproduction	8,0	21,4	34,5	76,0
Stratégies en matière de population et de développement	3,5	1,5	15,0	5,2
Égalité des sexes et autonomisation des femmes	-	1,1	-	4,0
Coordination et appui des programmes	-	4,1	-	14,7
Plaidoyer	9,6	-	41,3	-
Multisectoriel	2,1	-	9,3	-
Total	23,2	28,1	100,0	100,0

* Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas être de 100 %.

ASSISTANCE DE L'UNFPA PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE



ANNONCES DE CONTRIBUTIONS ET PAIEMENTS EFFECTUÉS EN 2004

CONTRIBUTIONS EN \$EU

PAYS/DONATEUR	ANNONCES POUR L'ANNÉE EN COURS ¹	PAIEMENTS REÇUS ²	PAYS/DONATEUR	ANNONCES POUR L'ANNÉE EN COURS ¹	PAIEMENTS REÇUS ²
Afghanistan	100	100	Liechtenstein	7 813	7 813
Afrique du Sud	20 448	22 948	Luxembourg	1 144 279	1 121 951
Algérie	10 000	32 598	Macédoine, ARY de	1 500	1 500
Allemagne	17 714 708	17 704 075	Madagascar	1 634	-
Andorre	14 318	14 318	Malawi	3 000	-
Angola	12 060	12 060	Malaisie	15 000	15 000
Antigua-et-Barbuda	1 000	1 000	Maldives	3 000	3 000
Arabie saoudite	300 000	600 000	Mali	6 421	-
Arménie	1 000	1 000	Maroc	207 588	207 588
Australie	1 734 540	1 734 540	Maroc ³	-197 569	-197 569
Autriche	684 080	672 525	Mauritanie	1 517	8 708
Azerbaïdjan	1 000	1 000	Maurice	3 537	3 537
Bahamas	1 000	-	Mexique	51 412	50 564
Bahreïn	5 000	5 000	Moldova	200	1 000
Bangladesh	27 925	27 925	Mongolie	4 000	-
Barbade	3 500	3 500	Mozambique	1 000	1 000
Belgique	3 676 471	3 816 794	Myanmar	121	-
Belize	2 500	2 500	Namibie	1 500	1 500
Bénin	3 407	6 907	Nauru	250	500
Bhoutan	5 650	5 578	Népal	5 424	5 450
Bolivie	4 000	-	Nouvelle-Zélande	1 877 840	1 877 840
Bosnie-Herzégovine	1 000	1 000	Nicaragua	5 000	5 000
Botswana	3 958	3 958	Norvège	33 687 616	33 177 749
Brésil	15 000	-	Oman	25 957	25 957
Bulgarie	2 000	2 000	Ouganda	10 175	10 175
Burkina Faso	1 868	7 427	Ouzbékistan	-	1 016
Burundi	926	-	Pakistan	497 643	486 099
Cambodge	2 696	2 696	Palau	100	-
Cameroun	20 219	-	Panama	25 000	10 000
Canada	9 632 353	9 632 353	Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	5 492
Chili	5 000	5 000	Paraguay	300	300
Chine	900 000	900 000	Pays-Bas	73 081 149	72 205 489
Chypre	1 500	1 500	Pérou	1 890	10 000
Colombie	40 000	38 524	Philippines	27 125	22 748
Comores	500	-	Pologne	14 000	28 000
Congo	11 141	11 141	Portugal	40 000	40 000
Congo, République démocratique	3 000	-	Qatar	30 000	30 000
Corée, République de	130 000	130 000	République arabe syrienne	2 900	2 900
Corée, République pop. dém. de	10 337	10 337	République centrafricaine	607	607
Costa Rica	3 600	3 600	République dominicaine	17 561	17 561
Côte d'Ivoire	15 000	-	République pop. dém. lao	1 500	3 000
Croatie	1 000	-	République slovaque	5 924	6 090
Cuba	5 000	5 000	République tchèque	115 888	115 888
Danemark	30 050 083	29 588 149	Roumanie	10 064	10 064
Djibouti	1 000	1 000	Royaume-Uni	36 429 873	36 789 071
Égypte	76 672	-	Rwanda	500	500
Érythrée	1 250	1 250	Saint-Kitts-et-Nevis	500	500
Espagne	793 759	736 074	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	300	-
Estonie	23 633	23 400	Sainte-Lucie	500	-
Éthiopie	3 476	-	Samoa	5 000	-
États fédérés de Micronésie	-	3 000	Sao Tomé-et-Principe	2 010	2 060
Fédération de Russie	150 000	150 000	Sénégal	18 617	18 617
Fidji	2 924	2 994	Serbie-et-Monténégro	200	200
Finlande	16 791 511	15 936 019	Seychelles	2 011	2 011
France	1 517 413	1 492 762	Sierra Leone	12 245	-
Gabon	9 387	9 387	Somalie	100	-
Gambie	1 667	-	Soudan	30 000	-
Géorgie	1 113	1 630	Sri Lanka	18 000	18 000
Ghana	25 000	25 000	Suède	36 861 459	35 941 524
Grèce	10 000	10 000	Suisse	9 591 768	9 945 614
Guatemala	1 568	-	Suriname	500	500
Guinée	4 000	-	Swaziland	10 000	-
Guinée équatoriale	300	300	Tadjikistan	164	164
Guyana	100	-	Tanzanie	5 381	5 381
Haïti	10 000	20 000	Tchad	200	200
Honduras	3 545	3 545	Territoires palestiniens occupés	965	965
Hongrie	13 843	-	Thaïlande	96 632	96 632
Îles Cook	717	649	Timor-Leste	500	500
Îles Marshall	2 000	-	Togo	6 066	6 066
Îles Salomon	200	-	Tokelau	400	800
Inde	195 440	195 440	Tonga	1 000	1 000
Indonésie	33 052	33 052	Trinité-et-Tobago	5 000	5 000
Iran, République islamique d'	49 009	-	Tunisie	20 742	20 742
Irlande	3 157 960	3 157 960	Turkménistan	1 662	1 662
Islande	14 741	14 741	Turquie	108 000	108 000
Israël	25 000	25 000	Tuvalu	3 000	-
Italie	2 804 878	2 818 627	Uruguay	12 000	-
Jamaïque	1 000	2 000	Vanuatu	904	-
Japon	39 517 000	39 517 000	Venezuela	1 000	15 000
Jordanie	52 260	100 282	Viet Nam	4 256	4 256
Kazakhstan	10 000	10 000	Yémen	10 000	10 000
Kenya	4 712	4 712	Zambie	2 128	2 128
Kirghizistan	1 164	2 327	Zimbabwe	127	171
Kiribati	9 111	9 111	Mars Trust	900 000	900 000
Koweït	10 000	20 000	TOTAL PARTIEL	325 355 741	322 557 298
Lettonie	-	200	MOINS PERTE SUR CHANGE	(2 834 705)	
Lesotho	2 875	-	TOTAL	322 521 036	322 557 298
Liban	-	2 000			
Libéria	40 000	-			

1 Annonces de contributions officielles par écrit reçues au 31 décembre 2004.

2 Paiements effectifs reçus au 31 décembre 2004.

3 Net de la participation du gouvernement aux coûts du bureau local.

Mission de l'UNFPA

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, est un organisme de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances pour chaque femme, homme et enfant. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données de population dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que toutes les grossesses soient désirées, que tous les accouchements soient sans danger, que tous les jeunes soient protégés du VIH et du sida et que toutes les filles et toutes les femmes soient traitées avec dignité et respect.

L'UNFPA - parce que tout le monde compte



Fonds des Nations Unies pour la population
*Division de l'information, du Conseil d'administration
et de la mobilisation des ressources*
220 East 42nd Street, 23rd floor
New York, NY 10017 - E.-U.A.
Tél. : +1 (212) 297-5020
www.unfpa.org

© UNFPA 2005

ISBN 0-89714-744-8
F/3 000/2005

Imprimé sur papier recyclé